



Digita 28

L'EURE-ET-LOIR, UN DÉPARTEMENT INTERACTIF

LA STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DES USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES

DE L'EURE-ET-LOIR 2019 - 2021

PRÉ-RAPPORT / JUIN 2019

PRÉFACE



M. CLAUDE TÉROUINARD,

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'EURE-ET-LOIR

« AVEC DIGITAL 28, L'EURE-ET-LOIR DEVIENT INTERACTIF »

Dès 2018, en parallèle du développement des infrastructures numériques et de la convergence des réseaux, le Conseil départemental a fait le choix de lancer une stratégie départementale des usages et services numériques (SDUSN).

Si les infrastructures numériques sont un pré-requis indispensable, le Département se doit d'imaginer les services numériques du futur et de se doter des moyens nécessaires pour y parvenir. Ce sont les travaux qui ont été menés d'octobre 2018 à juin 2019 à travers Digital 28. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique globale de redéfinition des enjeux du numérique sur le territoire et contribue à l'objectif de faire de l'Eure-et-Loir un territoire d'innovation, attractif, solidaire et connecté. Stratégie construite avec l'ensemble des acteurs du territoire, Digital 28 est une feuille de route pour l'action départementale de convergence des infrastructures et des usages.

Digital 28, c'est pouvoir offrir de nouvelles opportunités et de nouveaux services aux usagers grâce à la modernisation de l'administration départementale pour répondre aux nouveaux défis du numérique. Digital 28, ce sont aussi de nouvelles offres destinées aux collectivités euréliennes sur l'éthique, la protection des données personnelles, des services de drone pour la surveillance des bâtiments publics ou un appui pour développer des technologies intelligentes dans nos communes. Digital 28, ce sont également de nouveaux services aux usagers pour favoriser le maintien à domicile de nos seniors grâce aux objets connectés ou des actions pour favoriser l'inclusion numérique de tous.

Avec la stratégie Digital 28, nous avons souhaité lancer un plan ambitieux pour faire de l'Eure-et-Loir un département interactif d'ici 2021.

SOMMAIRE

I / DIGITAL 28 : UNE STRATÉGIE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TERRITOIRE EN MATIÈRE NUMÉRIQUE	4
A. L'EURE-ET-LOIR, UN DÉPARTEMENT ENGAGÉ DANS LA CONVERGENCE DES INFRASTRUCTURES ET DES USAGES NUMÉRIQUES	5
B. UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ	6
C. LES PRINCIPAUX ENJEUX DU TERRITOIRE EN MATIÈRE D'USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES	7
1- Favoriser la coordination des initiatives en rendant davantage lisibles et visibles les différents actions et projets au sein du département	7
2 - Développer de nouveaux services digitaux pour les Euréliens	7
3 - Favoriser l'accès au numérique pour tous	8
4 - Veiller à l'éthique et au respect des données personnelles	8
II / DIGITAL 28 : UNE STRATÉGIE EN 4 AXES	9
AXE 01 / UN DÉPARTEMENT AUGMENTÉ : LE DIGITAL POUR AMÉLIORER LES SERVICES AUX USAGERS ET TRANSFORMER L'ADMINISTRATION	11
Offrir des services citoyens augmentés	
#1 : Relation citoyenne – Mise en place de l'outil territorial de gestion de la relation citoyenne	12
#2 : Seniors – Déploiement d'objets connectés pour le « bien vieillir »	13
#3 : Emploi – Diversification du dispositif Boostemploi	14
Développer une culture de l'innovation	
#4 : Innovation – Structuration de l'offre Lab28	15
Améliorer la performance opérationnelle	
#5 : Ressources Humaines – Déploiement du Dossier Agent numérique	16
#6 : Dématérialisation – Poursuite du Plan 100% Démat'	17
#7 : Routes intelligentes – Numérisation du patrimoine routier et connectivité de la route	18
#8 : Bâtiments publics – Numérisation du patrimoine immobilier pour en améliorer la gestion	19
#9 : Mobilités – Structuration du Centre d'excellence des mobilités durables	20
AXE 02 / UN DÉPARTEMENT PLATEFORME : UN DÉPARTEMENT COMME CENTRE DE RESSOURCES DE LA DIGITALISATION	21
Valoriser et partager les connaissances grâce au numérique	
#10 : Education – Déploiement de Digital Educ' : le réseau du digital éducatif eurélien	22
#11 : Culture – Evolution de l'offre de la Médiathèque départementale aux nouveaux usages culturels	23
#12 : Culture – Valorisation numérique du patrimoine culturel	24
#13 : Tourisme – Création d'une plateforme numérique adaptée aux nouveaux usages de la randonnée	25
Fournir des solutions aux collectivités euréliennes	
#14 : E-administration – Valorisation des solutions SOLAERE	26
#15 : Agriculture – Valorisation de la plateforme Agrilocal28	27
Fournir de l'ingénierie et de l'expertise aux collectivités	
#16 : Bâtiments – Développement d'une offre drones	28
#17 : Open Data – Soutien au développement de l'open data locale	29
AXE 03 / UN DÉPARTEMENT LABORATOIRE	30
Créer et développer des solutions innovantes	
#18 : Smart city – Développement de « smart villages » en Eure-et-Loir	31
Expérimenter grâce aux « living labs »	
#19 : Attractivité territoriale – Accompagnement à l'animation de l'écosystème numérique territorial	32
#20 : Seniors – Création d'un lieu dédié à l'expérimentation de solutions pour le « bien vieillir » (Living Lab)	33
#21 : Bâtiments – Construction de l'hôtel départemental, bâtiment intelligent aux usages innovants et évolutifs	34
AXE 04 / UN DÉPARTEMENT ÉTHIQUE : UN DÉPARTEMENT GARANT DE L'ÉQUITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE TERRITORIALE	35
Etre garant de la souveraineté de la donnée	
#22 : Données – Développement d'un réseau de Référents à la Protection des Données	36
#23 : Données – Mise en place d'une plateforme d'archivage électronique mutualisée et structuration de la GED	37
Etre garant de l'éthique dans l'accès au numérique	
#24 : Médiation numérique – Sécurisation du statut des aidants numériques grâce à Aidants Connect	38
#25 : Ethique – Organisation des Assises de l'éthique et du numérique	39
#26 : Médiation numérique – Mise en place du Comptoir de la médiation numérique	40
III / LES 6 CHANTIERS À LANCER POUR RÉUSSIR DIGITAL 28	41
A. NUMÉRISER POUR MIEUX CONNAÎTRE SON PATRIMOINE ET SES INFRASTRUCTURES	41
B. S'APPUYER SUR LES PARTENARIATS, NOTAMMENT POUR LE DÉPLOIEMENT DES OBJETS CONNECTÉS	42
C. LA DONNÉE : UN ACTIF À VALORISER	42
D. METTRE EN PLACE UNE CULTURE DE L'INNOVATION OUVERTE ET DE L'EXPÉRIMENTATION	43
E. TRAVAILLER EN MODE PROJET ET DÉVELOPPER LA CULTURE DE L'AGILITÉ ET DU TRAVAIL COLLABORATIF	43
F. ADAPTER LES MÉTIERS ET LES COMPÉTENCES AUX ENJEUX DU NUMÉRIQUE	44
IV / DIGITAL 28 : UNE MISE EN ŒUVRE AVANT 2021	45
A. UNE GOUVERNANCE PARTENARIALE	45
B. AVEC DIGITAL 28, DE NOUVEAUX SERVICES POUR LES EURÉLIENS	46

OPENCITIZ

Le Département de l'Eure-et-Loir a été accompagné par le Cabinet **OpenCitiz** pour construire sa Stratégie Départementale des Usages et Services Numériques "Digital 28"

I // DIGITAL 28 : UNE STRATÉGIE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TERRITOIRE EN MATIÈRE NUMÉRIQUE

A travers sa stratégie départementale des usagers et services numériques (SDUSN), le Département de l'Eure-et-Loir souhaite structurer sa politique numérique dans un programme ambitieux qui sera lancé et mis en œuvre entre juillet 2019 et décembre 2021.

Par sa vocation de garant de la solidarité territoriale et sa proximité avec les collectivités et acteurs du territoire, **le Département apparaît comme un échelon pertinent pour fédérer, faciliter le développement d'innovations et faire converger les infrastructures et les usages numériques.** Il se place ainsi comme véritable **laboratoire** d'expérimentations digitales pour valoriser et dynamiser le territoire et ses filières emblématiques (la pharmacie, la cosmétique, l'agriculture et le tourisme) au service :

- des habitants
- des acteurs publics (collectivités et institutions)
- des acteurs privés (entreprises et startups).

La transformation numérique de la société, qui s'est traduite principalement par un accès généralisé à de nouveaux équipements et à une information toujours plus rapide, **a modifié en profondeur les enjeux de la relation entre citoyens et puissance publique.** Une nouvelle relation s'est installée entre les usagers et les administrations. Ceux-ci souhaitent en effet davantage de services numériques mais aussi des échanges plus fluides avec les institutions publiques. Afin de répondre à ces demandes, **le Conseil départemental d'Eure-et-Loir s'est engagé dans un processus de transformation de l'administration interne et dans le développement de nouveaux services digitaux plus performants et plus accessibles.**

Au-delà de la mise en place de nouveaux services aux usagers, cette stratégie départementale a pour but d'identifier et de valoriser les innovations portées par les acteurs publics et privés sur le territoire, en fixant un cadre propice à l'expérimentation de nouvelles technologies et services.

“ FAIRE DU DIGITAL UN VECTEUR D'USAGES ET UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ”

DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES POUR DES SERVICES DIGITAUX PLUS ADAPTÉS AUX EURÉLIENS

“Un Département 100% connecté”:

Le programme a pour ambition de couvrir l'intégralité du territoire d'ici 2021, le développement de la 4G sur l'ensemble du territoire, et une offre généralisée en Très Haut Débit (THD) mobile ou fixe grâce à la THD Radio.

“Maintenant on capte 28”:

Pour répondre aux attentes des Euréliens, la couverture mobile est au centre de la politique numérique du département. Après le lancement d'une campagne « Et toi tu captas ? » en 2018 pour recenser les zones blanches et grises, un guichet unique « Maintenant on capte » a été ouvert par le Département afin de recueillir les témoignages des habitants et d'informer élus et Euréliens sur le déploiement des antennes.

A. L'EURE-ET-LOIR, UN DÉPARTEMENT ENGAGÉ DANS LA CONVERGENCE DES INFRASTRUCTURES ET DES USAGES NUMÉRIQUES

Depuis la création du Syndicat Mixte Ouvert Eure-et-Loir Numérique à l'initiative du Conseil Départemental en 2012, **le Département a mené une politique ambitieuse pour le développement des infrastructures numériques et notamment le déploiement du Très Haut Débit.** En 2018, cet engagement s'est accéléré avec l'adoption d'une politique de convergence des réseaux qui s'est traduite par le développement du programme “un Département 100% connecté” et du guichet unique “Maintenant on capte 28”.

Ces investissements dans le très haut débit et la couverture mobile sont complétés par un aménagement en bas débit du territoire. Les réseaux bas débit permettent le développement de solutions connectées et d'expérimenter autour de l'Internet des Objets (IoT). Le Département a passé une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Sigfox afin de déployer une infrastructure bas débit de qualité et ainsi répondre aux attentes des habitants, industriels et partenaires privés qui peuvent y avoir recours dans différents domaines : la maintenance prédictive, le maintien à domicile, l'agriculture ou encore l'optimisation de la consommation énergétique.



B. UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ

Démarrée en octobre 2018, la stratégie « Digital 28 » a été construite en deux temps : **d'octobre 2018 à février 2019**, les travaux se sont concentrés sur le **diagnostic du territoire** afin d'identifier les besoins mais aussi les principaux enjeux en matière de développement des usages et services numériques. Les mois suivants – **mars à juin 2019** – ont été consacrés à la **construction** avec les équipes du Département mais aussi avec les entreprises, les acteurs institutionnels et la société civile du **portefeuille de projets**.

La phase de diagnostic de Digital 28 a permis de cartographier l'ensemble des projets, services et acteurs engagés dans le numérique et l'innovation, identifier les besoins et les attentes des différents acteurs du territoire et confronter les actions déjà entreprises aux attentes des différents porteurs de projet.

Pour ce faire, le Département a fait le choix de la construction du portefeuille de projet avec les équipes du Département, les acteurs institutionnels et la société civile.



LES HABITANTS

Le Département a souhaité associer les habitants en réalisant une enquête téléphonique (sondage) auprès de 1001 Euréliens. Ainsi, entre le 26 novembre et le 05 décembre 2018, les habitants ont été consultés par téléphone (sondage) afin de recueillir leurs attentes et mieux connaître leurs pratiques numériques.



ACTEURS ASSOCIATIFS, INSTITUTIONNELS ET ÉCONOMIQUES

Les principaux acteurs économiques, associatifs et institutionnels actifs sur le numérique ont été rencontrés individuellement à travers 41 entretiens semi-directifs, entretiens réalisés entre octobre 2018 et janvier 2019.



AGENTS

Les agents du Conseil départemental ont été associés aux travaux à travers l'organisation d'ateliers créatifs sur les principaux enjeux du numérique et à travers l'envoi d'un questionnaire sur les pratiques numériques au sein du Conseil départemental et leur perception des besoins usagers. Avec 412 répondants, soit près de 20% des agents du Département, ce questionnaire anonyme a mis en lumière la volonté des agents de s'investir dans le numérique.

C. LES PRINCIPAUX ENJEUX DU TERRITOIRE EN MATIÈRE D'USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES (1/2)

1- Favoriser la coordination des initiatives en rendant davantage lisibles et visibles les différents actions et projets au sein du département

Le diagnostic du territoire eurélien met en valeur la présence de lieux d'innovations numériques à l'exemple du Campus les Champs du Possible ou encore The Place by CCI 28. **Ces lieux d'innovation qui attirent les entrepreneurs et dynamisent les secteurs clefs du territoire ne sont pas suffisamment mis en valeur.** L'écosystème digital est présent, mais reste peu structuré et peu visible. **Le défi actuel est de valoriser l'offre de services de ces tiers-lieux** qui sensibilisent les artisans et entreprises du territoire au digital et attirer entrepreneurs, travailleurs indépendants et télé-travailleurs, renforçant ainsi l'attractivité du territoire eurélien.

Aux côtés des tiers-lieux numériques, **les collectivités représentent les principaux acteurs de l'innovation digitale territoriale.**

Ainsi, **la définition d'une politique d'accompagnement digital aux collectivités constitue un enjeu premier pour le Conseil départemental.** Accompagner les collectivités territoriales dans leurs politiques d'innovations territoriales, et l'élaboration de stratégies de visibilité numérique est essentiel. Les attentes concernant la veille numérique, l'identification de l'écosystème innovant et la mise en relation entre acteurs sont élevées. Les retours d'expériences entre les collectivités, pré-requis à l'innovation digitale sont encore faibles. **L'objectif du Conseil départemental sera de faciliter la coordination entre les échelons territoriaux.**

Enfin, si le Conseil départemental collabore avec les entreprises d'innovation digitale, il s'agit actuellement de rendre ces partenariats visibles est de rendre ces partenariats visibles.

2 - Développer de nouveaux services digitaux pour les Euréliens

61% des Euréliens interrogés sont favorables aux démarches en ligne*, cependant celles-ci restent inégalement développées sur le territoire. **Les habitants sont en attente davantage de services digitaux** dans les domaines de la santé, l'emploi et l'éducation. Si les plus petites communes du territoire disposent d'offres pour assurer leur présence numérique, **les services en ligne s'arrêtent le plus souvent à de la distribution d'informations.**

L'objectif est d'accompagner les collectivités sur le développement de la relation avec les usagers et faciliter l'interopérabilité entre les différentes plateformes, **afin d'aller vers un parcours usager simplifié et un échange d'informations facilité entre toutes les collectivités du territoire.**

La consolidation de l'offre de services aux usagers nécessite une transformation digitale des administrations.

Le questionnaire et les ateliers avec les agents ont révélé que la digitalisation est l'occasion d'opérer une simplification dans les processus internes. Les agents du Conseil départemental sont porteurs d'idées. Cependant, comme dans de nombreuses collectivités, renforcer l'accompagnement aux usages numériques et l'appropriation des logiciels reste nécessaire afin d'opérer la transformation interne.

*Résultats de l'enquête téléphonique réalisée par l'Institut Elabe auprès de 1001 Euréliens entre le 26 novembre et le 5 décembre 2018

C. LES PRINCIPAUX ENJEUX DU TERRITOIRE EN MATIÈRE D'USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES (2/2)

3 - Favoriser l'accès au numérique pour tous

Si 99% des Euréliens disposent d'une connexion Internet à domicile, on observe l'existence de deux principaux clivages sur le territoire : **un clivage générationnel et un clivage éducationnel**. En effet, les personnes les plus âgées et les moins diplômées représentent les catégories de la population eurélienne les moins utilisatrices d'Internet et des outils numériques.*

Le besoin d'accompagnement est ainsi primordial, notamment concernant les démarches en ligne, car si le taux d'équipement est relativement élevé, les usages numériques administratifs ne sont pas généralisés. 15% des Euréliens ont déjà bénéficié d'un accompagnement à l'utilisation des nouvelles technologies (principalement des seniors) et 26% ont déjà été aidé pour réaliser une démarche en ligne*.

La définition d'une politique de médiation numérique facilitant la coordination de l'offre de médiation numérique et ainsi la diminution des inégalités territoriales est un enjeu fort pour garantir l'inclusion numérique sur le territoire. Le maillage territorial des structures d'accueil (Maisons de Services Au Public, Espaces Cyber Emploi, etc.) est dense. Cependant les ressources et l'animation au sein de ces espaces restent limitées, rendant celles-ci peu lisibles pour les habitants.

Afin de développer des actions de médiation numérique innovantes, l'enjeu actuel est d'accompagner **les aidants numériques à monter en compétence**, qui nécessitent d'être formés et de pouvoir compter sur des ressources et retours d'expériences.

*Résultats de l'enquête téléphonique réalisée par l'Institut Elabe auprès de 1001 Euréliens entre le 26 novembre et le 5 décembre 2018

4 - Veiller à l'éthique et au respect des données personnelles

A l'heure de l'application du Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD), le diagnostic a révélé un besoin de veille et de formations au regard de **l'usage des données personnelles**.

Former et sensibiliser agents, élus et habitants à la question des données personnelles apparaît prioritaire. Les habitants, quotidiennement confrontés à de nouveaux services digitaux sont les plus méfiants : 71% des Euréliens interrogés considèrent qu'Internet représente une menace pour leurs données personnelles*.

Le questionnaire à destination des agents du Conseil départemental, qui a regroupé 412 réponses, **a révélé que plus de 50% des agents répondants souhaiteraient être mieux informés sur la question des données personnelles**.

Si la protection des données personnelles est primordiale, **les données publiques représentent un véritable terreau d'innovation** pour les territoires et un levier d'innovation encore inexploité par la plupart des collectivités euréliennes. Le diagnostic a révélé le besoin de sensibilisation au potentiel des données publiques, notamment auprès des agents et élus du territoire. Bien que le Conseil départemental possède un portail open data, les données présentes sur celui-ci restent peu exploitées. L'enjeu premier représente la création d'une gouvernance de la donnée à l'échelle départementale afin d'apporter de nouveaux services aux usagers.

II / DIGITAL 28 : UNE STRATÉGIE EN 4 AXES



DIGITAL 28



Les projets ont été construits avec les agents et partenaires du Conseil départemental d'Eure-et-Loir. Pour chaque projet, le budget et la complexité ont été définis de la manière suivante :

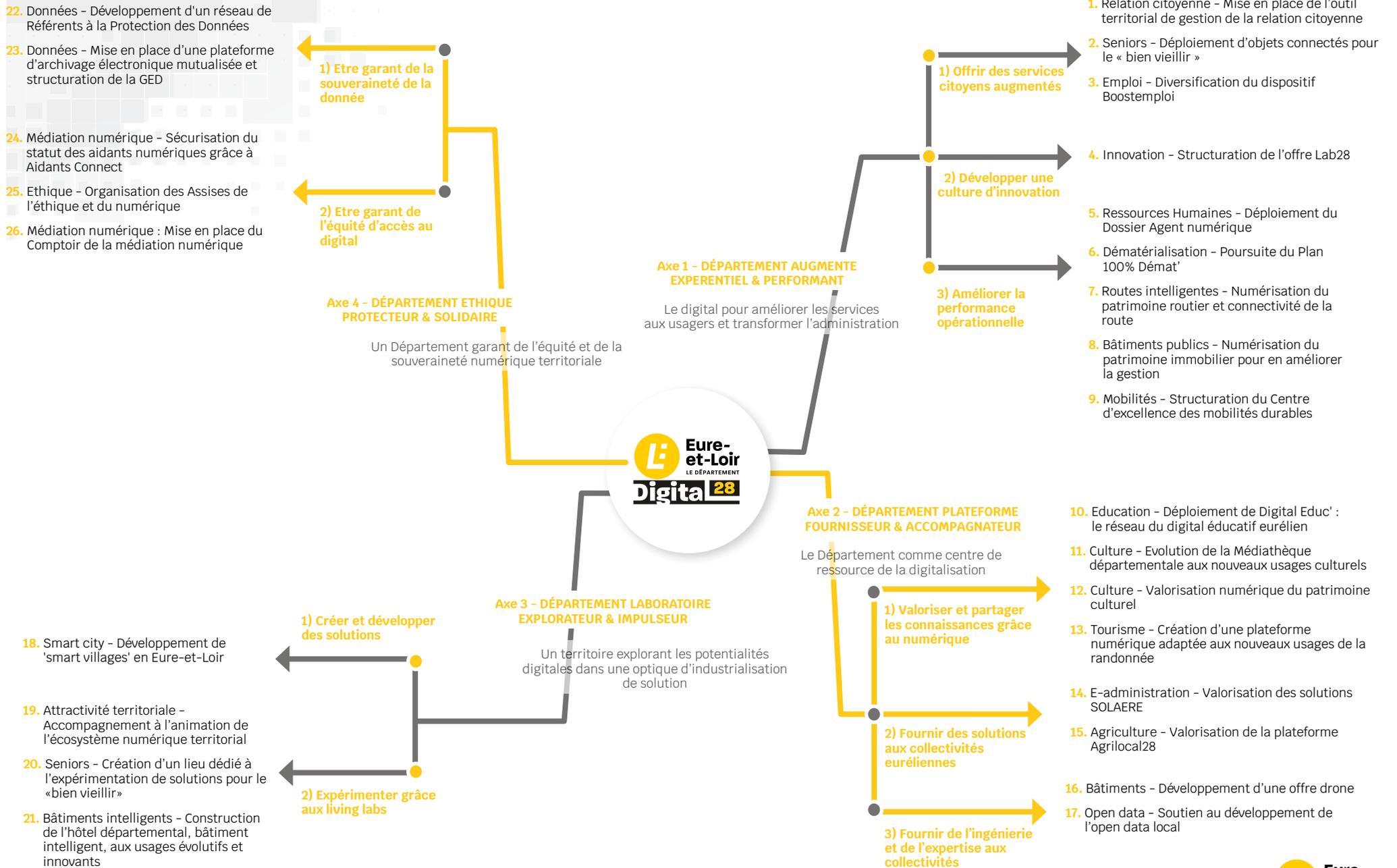
Budget

- Budget faible : moins de 50 k€
- Budget moyen : entre 50 et 200 k€
- Budget élevé : plus de 200 k€

Complexité

Le niveau de complexité définie représente la synthèse de l'évaluation de la complexité technique, financière, juridique, organisationnelle et fonctionnelle.

DIGITAL 28 : DES PROJETS AU SERVICE DU TERRITOIRE



01 UN DÉPARTEMENT AUGMENTÉ : LE DIGITAL POUR AMÉLIORER LES SERVICES AUX USAGERS ET TRANSFORMER L'ADMINISTRATION

Un Département augmenté qui utilise le numérique pour développer les services aux usagers et améliorer les processus internes de son administration, en faisant de l'innovation digitale une marque de fabrique des projets départementaux.

BESOINS

- Des Euréliens en demande de nouveaux services en ligne, notamment dans l'emploi, l'éducation et la santé
- Un besoin de circulation de l'information et de fluidification de la communication entre usagers et administrations
- La nécessité de poursuivre la dématérialisation des procédures internes à la collectivité
- Un besoin de supervision et amélioration de la performance

OBJECTIFS

- Développer un service citoyen augmenté
- Digitaliser les bâtiments et routes, dans une logique de performance et de valorisation des actifs
- Renforcer l'autonomie des seniors
- Amélioration l'insertion professionnelle grâce au dispositif Boostemploi

ASSURER UNE GESTION DE LA RELATION USAGER UNIFIÉE AU NIVEAU DU TERRITOIRE

#1 : RELATION CITOYENNE – MISE EN PLACE DE L'OUTIL TERRITORIAL DE GESTION DE LA RELATION CITOYENNE

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Les citoyens expriment de plus en plus le souhait d'une simplification des démarches administratives, d'une réactivité des mises en relation et réponses, d'une lisibilité des interventions ainsi que d'une meilleure prise en compte de leurs remarques et suggestions.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Un manque de lisibilité de l'offre de services apportée par les opérateurs publics au premier rang desquels figure le Conseil départemental
- Des ruptures dans le parcours des usagers (pas de ponts créés entre institutions et à l'intérieur des institutions)
- Un bloc communal qui reste faiblement outillé, à qui il convient de mettre à disposition un accompagnement et des solutions clés en main (dans une logique de mutualisation)

OBJECTIFS VISÉS

- Faire du département (et du Conseil départemental), l'échelle de mutualisation des plateformes numériques de services aux citoyens en offrant au citoyen des points d'entrée unifiés interagissant (Département, EPCI, communes, Etat, etc.)
- Outiller et inscrire la relation aux citoyens départementale dans une logique de management de la qualité (évaluation et adaptation continue)

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction générale des services
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Collectivités territoriales euréliennes

CALENDRIER

PROJET #1-RELATION CITOYENNE	2019		2020				2021	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
1. Gouvernance et cadre du projet								
2. Analyse de l'existant et cartographie des besoins								
3. Définition des spécifications organisationnelles, fonctionnelles et techniques								
4. Mise en production								
5. Déploiement en interne et sur le territoire								
6. Démarche qualité - Evaluation in itinere								

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Délais moyens de réponse/ traitement	Semestrielle	Responsable du projet	Données récoltées via le back office de la solution
Niveau de satisfaction des usagers (Customer effort score - CES)			
Taux de digitalisation (nombre de contacts par canal afin de mesurer la proportion de contacts traités par les canaux digitaux)			
Volumes de demandes traitées			



PORTEURS DU PROJET :

Direction générale des services
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers, agents, élus, collectivités territoriales euréliennes



DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Conseil départemental de l'Eure-et-Loir a choisi de développer un outil territorial de gestion de la relation citoyenne, incluant les usagers et ses partenaires.



BUDGET :

ÉLEVÉ



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2 ANS

5 000 PERSONNES ÉQUIPÉES DE LA SOLUTION SENIOR +

#2 : SENIORS – DÉPLOIEMENT D'OBJETS CONNECTÉS POUR LE «BIEN VIEILLIR»

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Confronté à la fois à une augmentation de l'offre en EHPAD moins rapide que le vieillissement de sa population et à une volonté croissante des personnes âgées de vieillir à domicile, le Département se doit de trouver des solutions pour assurer un maintien à domicile de qualité et sécurisé pour les personnes âgées en perte d'autonomie. Le déploiement d'objets connectés est une des réponses facilitant le maintien à domicile, sous réserve qu'il soit assuré dans un cadre sécurisé et sécurisant, et s'intégrant dans une stratégie plus globale d'accompagnement de la dépendance.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Difficulté pour les seniors d'opter pour un maintien à domicile sécurisé (risques de chutes et augmentation des risques pour les seniors isolés)
- Solution d'objets connectés inaccessibles pour certains ménages

CALENDRIER

#2- SENIORS	2019		2020				2021	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
1. Définition de l'offre								
2. Contractualisation								
3. Intégration de l'offre dans la stratégie départementale								
4. Communication auprès du public visé								
5. Lancement de l'offre								
6. Suivi et évaluation des impacts								

- Inquiétudes des proches et nécessité d'épauler les aidants

OBJECTIFS VISÉS

- Faciliter le développement de solutions connectées, en prenant en charge une partie des frais matériels
- Proposer des solutions adaptées aux usages des personnes âgées (ergonomie, sécurité, etc.) qui souhaitent rester à domicile
- Capitaliser sur la politique de développement de l'Internet des Objets
- Répondre à la nécessité de maîtrise budgétaire du Département (en diminuant les placements en établissement)

ACTEURS DU PROJET

- Maison Départementale de l'Autonomie d'Eure-et-Loir
- Sociétés spécialistes des objets connectés pour le maintien à domicile
- Direction du pilotage des prestations sociales - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
% des chutes ou accidents domestiques restés sans assistance ou intervention d'un tiers (sur les usagers Senior +)	Trimestrielle	Responsable du projet	Enquête Senior+
Evolution du nombre de soins longue durée liées à une chute ou à un accident domestique (sur les usagers Senior +)			



PORTEUR DU PROJET :

Direction du pilotage des prestations sociales - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Seniors euréliens et leurs proches



DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Conseil départemental lance le programme Senior + et développera très prochainement un partenariat d'innovation avec des sociétés spécialistes des objets connectés pour le maintien à domicile. Ainsi, le Département, en sa qualité de chef de file en la matière, structure une offre d'objets connectés au service du « bien vieillir » en vue d'en démocratiser l'usage.



BUDGET

ÉLEVÉ



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2 ANS

FACILITER L'INSERTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SUR LE TERRITOIRE

#3 : EMPLOI – DIVERSIFICATION DU DISPOSITIF BOOSTEMPLOI

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Début 2018, le service de l'insertion par l'activité a fait franchir une nouvelle étape au dispositif Boostemploi avec la mise en place d'une plateforme de mise en relation entre demandeurs d'emploi et entreprises

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

Ce dispositif qui a fait ses preuves, a permis au Conseil départemental de déceler les nombreux freins à l'emploi, tels que la garde d'enfant, la mobilité, le logement, l'isolement, etc.

OBJECTIFS VISÉS

- Renforcer l'employabilité des demandeurs d'emploi et lever les freins à l'embauche
- Accompagner la montée en compétence numérique des demandeurs d'emploi et des animateurs
- Optimiser l'utilisation des données

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Le service de l'insertion par l'activité
- La Direction des affaires culturelles
- Les agents de l'intervention sociale d'intérêt collectif
- La Médiathèque Départementale de l'Eure-et-Loir

DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Département développe de nouveaux services sur la plateforme Boostemploi à destination des demandeurs d'emploi :

- Géolocalisation des modes de garde, mode de transport, co-voiturage, logement, etc.
- Les Espaces Cyber Emploi renforcent également leurs dispositifs d'accompagnement physique, notamment à la recherche d'emploi en ligne et à l'appropriation des outils numériques

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de recrutements facilités grâce au dispositif Boostemploi	Semestrielle	Responsable de projet	Données récoltées via le responsable de projet
Niveau de satisfaction des usagers du dispositif Boostemploi			Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction des entreprises utilisatrices du dispositif Boostemploi			

PORTEURS DU PROJET :

Direction de l'insertion par l'activité et des interventions sociales - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Demandeurs d'emploi et usagers du dispositif Boostemploi, entreprises euréliennes

BUDGET

MOYEN

PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3 ANS

INSCRIRE L'INNOVATION AU CŒUR DE L'ACTION DU DÉPARTEMENT

#4 : INNOVATION – STRUCTURATION DE L'OFFRE LAB28

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Les évolutions sociétales et technologiques imposent à la collectivité d'inscrire son action dans une logique de management de l'innovation pour accompagner la montée en compétence et l'esprit d'initiative des équipes en interne et faciliter l'ouverture du Département vers des solutions développées en externe.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- La verticalité de l'organisation encore trop prégnante (logique de silo) et hiérarchique limite la capacité d'initiative
- Des outils technologiques et pratiques managériales en évolution, qu'il convient de saisir pour maîtriser la transition digitale de la collectivité

CALENDRIER

#4 - INNOVATION	2019			2020			2021				
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Préfiguration et structuration de l'offre											
2. Lancement et test de l'offre											
3. Amélioration et développement de l'offre											

OBJECTIFS VISÉS

- Développer l'innovation en interne et favoriser l'intrapreneuriat
- Mobiliser les approches du monde de l'économie digitale (centrées usagers, agilité, etc.) pour définir et construire les projets structurants de la collectivité
- Explorer et capitaliser sur les potentialités technologiques en s'appuyant sur l'innovation ouverte
- Accompagner le changement en faisant monter en compétence les agents de la collectivité et le territoire

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Lab28 - Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Direction générale des services
- Directions générales adjointes
- Elus

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de contrats d'engagement avec les agents (nombre de projets incubés)	Semestrielle	Lab28	Données issues du Lab28
Nombre d'agents formés ou accompagnés et niveau de satisfaction	Annuelle		
Nombre de partenariat noué avec des « apporteurs de solutions » externes			



PORTEURS DU PROJET :

Lab28 - Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents, élus, usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Conseil départemental va structurer l'offre de son laboratoire d'innovation publique : le Lab28.



BUDGET



MOYEN



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 3 ANS

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Dans le cadre de la digitalisation des processus et services du Conseil départemental, la dématérialisation des processus relatifs aux ressources humaines est une étape clef pour renforcer la transparence au sein de la collectivité.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

Le diagnostic réalisé dans le cadre de Digital 28 a permis d'identifier :

- Les nombreux doublons existants entre procédures papiers et numériques
- Une dématérialisation incomplète qui se traduit par une diminution de la performance opérationnelle des agents du Conseil départemental
- Un manque de transparence au sein de la collectivité

OBJECTIFS VISÉS

- Poursuivre la dématérialisation des processus RH
- Renforcer la transparence sur le suivi de carrière
- Améliorer la performance opérationnelle des agents
- Faciliter la circulation de l'information

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction des relations humaines
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Direction générale de la performance de la gestion publique

CALENDRIER

#5_Ressources Humaines	2019		2020			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Version améliorée de CEGID						
2. Accompagnement aux agents						
3. Evaluation et amélioration de la nouvelle version						

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Niveau de satisfaction des agents de la Direction RH	Trimestrielle	Directrice Adjointe des Relations Humaines	Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction des agents de la collectivité			
Niveau d'utilisation du logiciel			



PORTEURS DU PROJET :

Direction des relations humaines
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir



DÉFINITION DE L'ACTION :

La création du dossier agent numérique permettra aux agents du Conseil départemental d'accéder à différentes ressources en ligne et de suivre leur carrière plus facilement.



BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 1,5 ANS

100% DÉMAT' À L'HORIZON 2021

#6 : POURSUITE DU PLAN 100 % DÉMAT

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

La dématérialisation des procédures est un levier indispensable à activer pour répondre à l'objectif de massification de l'offre de services en ligne et optimiser le fonctionnement de la collectivité.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

Le diagnostic réalisé dans le cadre de la stratégie Digital 28 a permis d'identifier de nouveaux besoins :

- Une simplification des circuits d'information
- Un meilleur accompagnement à l'usage des outils numériques en interne
- Une amélioration des interactions avec les usagers

OBJECTIFS VISÉS

- Renforcer la performance opérationnelle de l'organisation en facilitant leur travail
- Offrir des services simplifiés par leur digitalisation
- Faciliter la communication avec les partenaires du Conseil départemental

ACTEURS DU PROJET

- Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir
- Usagers des services départementaux
- Partenaires du Conseil départemental : collèges, collectivités

CALENDRIER

#6 - DÉMATÉRIALISATION	2019			2020			2021				
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Cadrage de la démarche											
2. Diagnostic : cartographie des processus											
3. Lancement et retours d'expériences sur les premiers chantiers de la dématérialisation											
4. Evaluation											

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Niveau de satisfaction des agents	Semestrielle	Responsable de projet	Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction des partenaires			
Niveau de satisfaction des usagers			



PORTEURS DU PROJET :

Direction générale des services
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental de l'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers, agents du Conseil départemental et partenaires (collèges, associations et collectivités)



DÉFINITION DE L'ACTION :

La poursuite du plan 100% Démat' va permettre au Département de :

- Simplifier et dématérialiser les procédures
- Accompagner les agents dans une démarche de dématérialisation
- Réinterroger les processus et les épurer pour gagner en efficacité
- Participer à la réflexion sur la dématérialisation et la transformation publique au niveau national



BUDGET

ÉLEVÉ



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2,5 ANS

S'APPUYER SUR LES TECHNOLOGIES DIGITALES POUR FACILITER LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER

#7 : ROUTES INTELLIGENTES – NUMÉRISATION DU PATRIMOINE ROUTIER ET CONNECTIVITÉ DE LA ROUTE



DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Optimiser les travaux de maintenance, de réparation et d'amélioration continue des routes départementales, patrimoine routier le plus important de France, est un objectif premier du Conseil départemental. La numérisation du patrimoine routier et le déploiement d'objets connectés peuvent en faciliter le pilotage et en renforcer la qualité.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Bases de connaissances du patrimoine routier peu structurées
- Exploitation et maintenance peu optimisées
- Part importante des travaux réalisée dans l'urgence

DÉFINITION DE L'ACTION

La numérisation du patrimoine routier se déroulera en différentes phases :

- Une première phase de constitution/consolidation d'une base de connaissances, de tous les objets routiers (sections de routes, ouvrages d'art, panneaux, etc.)
- Une seconde phase de déploiement d'objets et d'outils connectés pour faciliter la surveillance du patrimoine routier (automatisation et digitalisation des relevés de désordres et

CALENDRIER

#7 - ROUTES	2019		2020				2021			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Cadrage de la démarche										
2. Phase 1 : Connaissance et numérisation du patrimoine										
3. Phase 2 : Surveillance du patrimoine routier										
4. Phase 3 : Programmation et amélioration (faciliter la maintenance prédictive)										
5. Phase 4 : Évaluation										

- d'évènements) dont la mise en place d'une Data Room routière et d'une application de crowdsourcing pour le trafic en temps réel
- Une troisième phase d'analyse des données pour faciliter la programmation des travaux d'amélioration croisant l'usage et l'usure des objets routiers
- Une dernière phase d'évaluation et amélioration des outils mis en place

OBJECTIFS VISÉS

- S'appuyer sur les technologies digitales pour systématiser et automatiser la gestion et l'entretien du patrimoine routier
- S'appuyer sur la numérisation du patrimoine routier pour renforcer la performance opérationnelle des agents en les dotant d'outils et de systèmes de coordination stimulant l'intelligence collective

ACTEURS DU PROJET

- Conseil départemental d'Eure-et-Loir :
- Direction des infrastructures
 - Direction des innovations numériques et systèmes d'information
 - Sociétés spécialistes des objets connectés pour le patrimoine routier (partenariat SigFox)

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre d'intervention(s) en urgence	Semestrielle	Responsable de projet	Base de connaissance routière
Nombre de collectivités utilisant les outils open source développés par le Département			
Nombre d'objets recensés et connectés	Annuelle		Enquête annuelle - Direction des infrastructures
Niveau de satisfaction des agents			

PORTEUR DU PROJET :

Direction des innovations numériques et systèmes d'information - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers des routes départementales euréliennes, agents de la Direction des infrastructures du Conseil départemental d'Eure-et-Loir



DÉFINITION DE L'ACTION :

- La numérisation du patrimoine routier se déroulera en quatre phases :
- Consolidation de la base de connaissances
 - Déploiement d'objets connectés pour surveiller le patrimoine
 - Analyse des données pour faciliter la programmation
 - Évaluation et amélioration



BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 2,5 ANS

INFORMATISER LA GESTION DU PATRIMOINE ET S'APPUYER SUR LES TECHNOLOGIES DIGITALES POUR FACILITER LE PILOTAGE DES BÂTIMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

#8 : BÂTIMENTS PUBLICS – NUMÉRISATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER POUR EN AMÉLIORER LA GESTION

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Premier consommateur d'énergie en France, l'entretien des bâtiments publics représente une part considérable du budget des collectivités. La numérisation et le déploiement d'objets connectés permettent aujourd'hui de mieux piloter son patrimoine pour en optimiser les usages et réduire les dépenses énergétiques.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Une connaissance approximative des consommations énergétiques du patrimoine immobilier
- Une absence de gestion informatisée du patrimoine (documents administratifs, juridiques, techniques, etc.)

OBJECTIFS VISÉS

- Mieux connaître son patrimoine
- Mieux piloter le patrimoine bâti
- Améliorer la performance énergétique
- Réaliser des investissements plus éclairés

ACTEURS DU PROJET

- Direction de l'immobilier et des facilités – Conseil départemental d'Eure-et-Loir
- Société spécialisée dans les objets connectés pour le pilotage des bâtiments

CALENDRIER

#8 - BÂTIMENTS	2019			2020			2021				
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Numérisation du patrimoine immobilier											
2. Déploiement d'objets connectés et de capteurs											
3. Analyses des performances énergétiques des bâtiments											

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
% d'économies d'énergies	Trimestrielle	Responsable du projet au sein de la Direction de l'immobilier et des facilités	Equipe projet Direction de l'immobilier et des facilités
Niveau de satisfaction des usagers des bâtiments			



PORTEUR DU PROJET :

Direction de l'immobilier et des facilités – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir, usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

Dans l'optique d'améliorer l'efficacité de la gestion bâtiminaire, le Département a choisi de :

- Numériser le patrimoine immobilier et développer des outils de gestion informatisée des ressources du Département.
- Former les agents aux bonnes pratiques de suivi numérisé et les équiper.
- Déployer des objets connectés pour mieux piloter et réduire la consommation énergétique.



BUDGET

MOYEN



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2,5 ANS

DÉMATÉRIALISER LA GESTION DE LA FLOTTE DÉPARTEMENTALE

#9 : MOBILITÉS – STRUCTURATION DU CENTRE D'EXCELLENCE DES MOBILITÉS DURABLES

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'adoption d'un plan de mobilité durable fin 2019, qui vise à tendre vers une flotte mobile à faible émission d'ici 2021. Cela induit la transformation du Parc départemental en Centre d'excellence des mobilités. Le plan de mobilité durable comporte deux composantes principales :

- Un programme stratégique avec la ré-interrogation des pratiques de mobilité de la collectivité (personnelles et professionnelles)
- La création d'un outil opérationnel au service de cette stratégie avec la création d'un Centre d'excellence des mobilités durables

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Une flotte à forte émission de Gaz à Effet de Serre (GES)
- Des outils de gestion et de maintenance de la flotte à redéfinir

CALENDRIER

#9 MOBILITÉS	2019			2020				2021
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
1. Etat des lieux								
2. Construction de la feuille de route et du portefeuille de projets								
3. Déploiement des solutions								
4. Ouverture de la flotte à des tiers								

OBJECTIFS VISÉS

- Optimiser le pilotage de la flotte départementale
- Faciliter la transition vers de nouvelles pratiques de mobilités durables

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction générale des services
- Centre d'excellence des mobilités
- Direction générale aménagement et développement
- Conseil extérieur pour la réalisation du bilan carbone

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Consommation d'énergie	Annuelle	Responsable du suivi du Centre d'excellence des mobilités	Données récoltées auprès du Centre d'excellence des mobilités
Taux d'émissions de Co2			
Nombre de véhicules utilisés	Mensuelle		
Taux d'utilisation de véhicules par des tiers	Annuelle		
Taux de rotation des véhicules			



PORTEURS DU PROJET :

Direction générale des services
Centre d'excellence des mobilités d'Eure-et-Loir
Direction générale aménagement et développement
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir, habitants, visiteurs



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Digitalisation du suivi de la flotte
- Ouverture de la flotte départementale à des tiers
- Développement de solutions contribuant aux « non-mobilités »
- Formation des agents aux nouveaux enjeux de mobilités



BUDGET

MOYEN



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2 ANS



02

UN DÉPARTEMENT PLATEFORME : UN DÉPARTEMENT COMME CENTRE DE RESSOURCES DE LA DIGITALISATION

Un Département « plateforme » qui se veut centre de ressources de la digitalisation, à la fois fournisseur de solutions digitales, de conseil, d'ingénierie mais surtout de contenus digitaux pour accompagner tous les acteurs du territoire.

BESOINS

- Un besoin d'accompagnement des communes rurales dans la valorisation de leur territoire
- Une sensibilisation nécessaire au potentiel d'innovation des données publiques
- La nécessité de renforcer la présence numérique du territoire eurélien à l'échelle nationale
- Un accompagnement des élèves et enseignants face aux outils numériques éducatifs, bases des métiers de demain
- Un renforcement de la communication entre usagers et collectivités

OBJECTIFS

- Développer les innovations autour des données publiques
- Offrir aux communes euréliennes un appui pour qu'elles disposent d'une présence en ligne
- Démarrer la numérisation du patrimoine eurélien d'ici 2020
- Mettre le numérique au service de la réussite scolaire

INSCRIRE L'INNOVATION AU CŒUR DE L'ACTION DU DÉPARTEMENT

#10 : EDUCATION – DÉPLOIEMENT DE DIGITAL EDUC : LE RÉSEAU DU DIGITAL ÉDUCATIF EURÉLIEN

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Le Département s'est fortement investi dans la modernisation de l'informatique des collèges. Ces investissements importants ne sauraient être totalement opérants sans une politique de développement des usages numériques (initiée par le déploiement de Campus Parentalité).

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Un besoin de lisibilité de l'offre numérique éducative du Département
- Le contenu des offres mérite d'être enrichi en lien avec la communauté éducative

OBJECTIFS VISÉS

- Rendre lisible et accessible l'offre éducative numérique par le biais d'une plate-forme unifiée et évolutive (store pour les élèves, «nuage» éducatif pour les professeurs, etc.)
- Favoriser les échanges entre les différents acteurs de la communauté éducative pour créer des contenus éducatifs plus riches grâce aux ateliers
- Faciliter la réussite scolaire et le choix des élèves concernant l'orientation en proposant des contenus plus innovants

ACTEURS DU PROJET

- Communauté éducative
Conseil départemental d'Eure-et-Loir :
- Élus (dont le Conseil départemental des Jeunes)
- Direction de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du sport
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre d'utilisateurs (à calculer par public cible : élèves, professeurs, etc.)	Semestrielle	Chargé de projet éducatif numérique	Données récoltées via le back office de la plateforme
Nombre de ressources partagées			Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction des différents publics			

CALENDRIER

#10- EDUCATION	2019		2020				2021			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Diagnostic des besoins de la communauté éducative										
2. Choix de l'outil										
3. Animation du réseau et de la plateforme Digital Educ'										
4. Evaluation et amélioration continue										
5. Faire vivre le réseau et la plateforme										

PORTEURS DU PROJET :

Direction de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du sport
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Communauté éducative, bénévoles et salariés des médiathèques, agents de la Direction de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du sport, de la Médiathèque Départementale d'Eure-et-Loir et les Archives Départementales d'Eure-et-Loir.

DÉFINITION DE L'ACTION :

La mise en place d'un réseau «Digital Educ'», fédérant la communauté éducative, vise à structurer les échanges sur les contenus éducatifs innovants via une plateforme évolutive qui regroupera applications et ressources éducatives digitalisées.

BUDGET



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3 ANS

AXE 2 : UN DÉPARTEMENT « PLATEFORME », FOURNISSEUR ET ACCOMPAGNATEUR
RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE L'OFFRE DE LA MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE ET DES BIBLIOTHÈQUES PAR LE NUMÉRIQUE

#11 : CULTURE – EVOLUTION DE L'OFFRE DE LA MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE AUX NOUVEAUX USAGES CULTURELS

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

L'accès aux savoirs se démocratise par une dématérialisation croissante des contenus et le développement de nouvelles formes de culture. Ces évolutions appellent une adaptation des bibliothèques et par capillarité une évolution de l'offre de services par la Médiathèque Départementale d'Eure-et-Loir (MDEL).

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Une culture et des outils numériques insuffisamment développés dans le réseau des bibliothèques départementales, voire des réticences à s'en emparer
- Des risques de fractures sociales et territoriales concernant l'accès à la culture numérique et au numérique
- Des habitudes et des attentes des habitants auxquels l'offre de la MDEL et des bibliothèques doit s'adapter pour renforcer leur attractivité

CALENDRIER

#11 - CULTURE	2019			2020		
	T2	T3	T4	T1	T2	T3
1. Refonte éditoriale et graphique du site internet						
2. Etat des lieux des pratiques et besoins des bibliothèques et de leurs usagers dans le domaine du numérique						
3. Définition des modalités d'intervention de la MDEL dans le domaine de la fracture numérique						
4. Plan d'accompagnement des bibliothèques dans l'usage des réseaux sociaux						
5. Déploiement de l'offre de nouvelles ressources numériques						

OBJECTIFS VISÉS

- Accélérer l'enrichissement de l'offre de ressources numériques de MDEL pour l'adapter aux nouvelles attentes des usagers et élargir ainsi le public touché
- Adapter l'offre d'animation de la MDEL en capitalisant sur les potentialités numériques : valise numérique, escape games numériques, etc.
- Positionner les bibliothèques comme actrices de la médiation numérique avec l'appui de la MDEL
- Profiter des canaux de communication numériques pour promouvoir les bibliothèques, et leur offre, ainsi que les échanges inter-bibliothèques (réseau)

ACTEURS DU PROJET

- MDEL et Réseau des bibliothèques euréliennes
- Centre de Ressources Illettrisme et Analphabétisme (CRIA28)
- Direction générale adjointe solidarités et citoyenneté – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Fréquentation du portail de la MDEL	Semestrielle	Responsable de projet	Données récoltées via le back office de la plateforme
Niveau de satisfaction des usagers (bibliothèques et habitants)			Enquête annuelle
Fréquentation des bibliothèques			
Nombre d'habitants accompagnés dans les animations			



PORTEUR DU PROJET :

Médiathèque départementale d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents et bénévoles des bibliothèques, usagers des bibliothèques (adhérents et « fréquentants »), habitants



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Refonte du portail de la MDEL avec enrichissement en contenus numériques et outils collaboratifs
- Accompagnement des bibliothèques dans leur mission de médiation numérique
- Diversification de l'offre d'accompagnement au numérique par la MDEL et les bibliothèques



BUDGET



MOYEN



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 2 ANS

VALORISER ET PARTAGER LES CONNAISSANCES GRÂCE AU NUMÉRIQUE

#12 : CULTURE – VALORISATION NUMÉRIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Les travaux exploratoires de modélisation 3D des vestiges archéologiques de l'aqueduc de Maintenon et le développement d'une application de réalité virtuelle pour le Château de Maintenon constituent des pilotes, sur lesquels le Département peut capitaliser dans une optique de conservation et de valorisation par le numérique.

BESOINS IDENTIFIÉS

- Un patrimoine historique et culturel géré par le Département qui appelle une promotion par les canaux numériques
- Une attente des publics et des professionnels pour de nouvelles formes d'accès au patrimoine culturel, via des technologies fiables (modélisation 3D, réalité augmentée/ virtuelle, photo/vidéo 360°, drone, etc.) sur lesquelles s'appuyer

OBJECTIFS VISÉS

- Ouvrir l'expertise départementale au niveau du territoire (ingénierie)
- Contribuer à la connaissance et à la sauvegarde du patrimoine monumental d'Eure-et-Loir
- Profiter du numérique pour rendre accessible et valoriser les sites historiques et culturels du Département
- Partager l'expertise départementale avec les autres acteurs de la sauvegarde du patrimoine

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction des affaires culturelles
- Service archéologie préventive – Direction Aménagement et Développement
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information

CALENDRIER

#12 - CULTURE	2019		2020				2021			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Définition du périmètre du projet										
2. Identification des outils numériques adaptés										
3. Elaboration de la stratégie de communication										
4. Formation des acteurs du terrain										
5. Evaluation du projet en vue de l'améliorer										

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de consultations internet	Mensuelle	Responsable du projet	Site web
Nombre d'utilisateurs satisfaits			Questionnaire de satisfaction
Qualité du patrimoine numérisé (des contenus)	Annuelle		Contenus produits par le prestataire ou en interne



PORTEURS DU PROJET :

Direction des affaires culturelles
Service archéologie préventive au sein de la Direction Aménagement et Développement
Direction des innovations numériques et des systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Habitants et touristes, collectivités territoriales euréliennes, agents du service de l'archéologie et de la Direction des affaires culturelles du Conseil départemental d'Eure-et-Loir



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Captation numérique ou modélisation du patrimoine historique et culturel prioritaire
- Développement de services et outils de découverte et de promotion de ce patrimoine
- Formation et dotation en équipements numériques pour les agents



BUDGET : A DÉFINIR APRÈS ÉTUDE



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2,5 ANS

VALORISER LES ITINÉRAIRES DE PROMENADES ET DE RANDONNÉE GRÂCE AU DIGITAL

#13 : TOURISME – CRÉATION D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE ADAPTÉE AUX NOUVEAUX USAGES DE LA RANDONNÉE

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Le Conseil départemental est responsable du Plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR) représentant plus de 3 600 km d'itinéraires balisés. Un outil de valorisation et de promotion existe depuis 2010 : 123randonnee.fr

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

Le site internet 123randonnees.fr et son application ne sont plus adaptés aux standards de qualité souhaités par les utilisateurs :

- Itinéraires non personnalisables selon les besoins et les publics
- Interaction limitée avec d'autres outils et ressources
- Pas de possibilité d'émettre des avis et recommandations

OBJECTIFS VISÉS

- Attirer de nouveaux publics grâce à une personnalisation des critères de sélection des itinéraires et l'accès à des recommandations
- Fournir un outil utilisable hors réseau et entièrement responsive
- Renforcer les fonctionnalités accessibles en connectant la plate-

CALENDRIER

#13 - TOURISME	2019			2020			
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Définition des fonctionnalités et spécifications	■						
2. Définition des spécifications	■						
3. Lancement de la consultation		■					
4. Développement			■	■			
5. Tests et mise en ligne					■	■	
6. Evaluation et amélioration continue de la solution							■

forme à d'autres outils

- Connecter la plateforme aux réseaux sociaux pour en faire un site d'inspiration et de recommandation, et non plus uniquement d'information

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Service valorisation et animation des territoires (Direction du développement des territoires)
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Agence de Développement et de Réservations Touristiques

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre d'utilisateurs de l'outil (site ou application)	Semestrielle	Responsable du projet	Données récoltées via le back office du site
Niveau de satisfaction des usagers de l'application et du site			Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Nombre d'avis et recommandations postés			Données récoltées via le back office du site



PORTEURS DU PROJET :

Direction du développement des territoires – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

Agence de Développement et de Réservations Touristiques

BÉNÉFICIAIRES :

Habitants et touristes



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Développement d'une nouvelle plateforme et intégration de nouvelles fonctionnalités
- Ouverture de la base de connaissance et interopérabilité avec d'autres bases
- Fiabilisation de la base de connaissance PDIPR



BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 2 ANS



DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins d'accompagnement des communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale du territoire, inégalement dotés en termes d'ingénierie numérique, le Conseil départemental a décidé de promouvoir l'offre de services du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Recia qui présente l'avantage de :

- Proposer des solutions logicielles adaptées, éprouvées et simples d'utilisation
- Assurer la formation et le soutien nécessaire à la prise en main des outils
- Informer ses membres des évolutions technologiques et réglementaires

PROBLÈME IDENTIFIÉ

- Répondre aux besoins des collectivités territoriales de disposer de solutions clés en main d'e-administration

RÉSULTATS ATTENDUS

- Efficience et rapidité d'exécution des tâches administratives quotidiennes
- Réduction du temps de traitement des dossiers citoyens
- Meilleure communication interne et externe

OBJECTIFS VISÉS

Accompagner les collectivités pour mettre en place les outils indispensables à l'e-administration afin de :

- Simplifier et améliorer l'efficacité de l'organisation interne
- Simplifier les échanges entre les collectivités et l'État
- Améliorer et homogénéiser les relations avec les citoyens
- Accélérer les relations avec les entreprises

ACTEURS DU PROJET

- Groupement d'Intérêt Public Recia
- Conseil départemental d'Eure-et-Loir

ANALYSE DES RISQUES ET POINTS DE VIGILANCE

Interopérabilité à assurer entre les solutions du GIP Recia et la future plateforme de Gestion Relation Citoyen territoriale, développée par le Conseil départemental



PORTEUR DU PROJET :

Groupement d'Intérêt Public Recia

BÉNÉFICIAIRES :

Communes et Établissements publics de coopération intercommunale



NE NECESSITE PAS DE BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ





DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la loi Egalim qui imposera d'ici 2022 50% de produits labélisés dont 20 % de produits bio dans la restauration collective. Pour structurer l'approvisionnement en produits locaux et biologiques dans la restauration collective, le Conseil départemental d'Eure-et-Loir a adhéré à l'association « Agrilocal28 ». Respectueuse du code des marchés publics, celle-ci favorise les échanges entre les acheteurs de la restauration collective et les fournisseurs de produits agricoles locaux.

BESOINS IDENTIFIÉS

- Mettre en relation les producteurs locaux et la restauration collective
- Trouver des leviers en cohérence avec le code de la commande publique pour favoriser les circuits courts
- Mieux valoriser et rendre visible les circuits courts et l'agriculture locale

OBJECTIFS VISÉS

- Promouvoir les circuits courts sur le territoire eurélien
- Développer l'agriculture de proximité et de l'artisanat des métiers de bouche
- Maintenir l'emploi local et l'activité en milieu rural
- Renforcer l'économie locale, notamment via la restauration collective et toute la restauration hors domicile

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction des partenariats territoriaux
- Direction générale aménagement et développement
- Association Agrilocal
- Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir

PORTEUR DU PROJET :

Direction des partenariats territoriaux - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Producteurs, établissements de restauration collective, artisans, collectivités locales euréliennes, restauration privée, porteurs de projets



DÉFINITION DE L'ACTION :

La valorisation d'Agrilocal28 consistera à ouvrir la plateforme à l'ensemble des collèges et autres acteurs de la restauration collective, poursuivre les actions de sensibilisation à la démarche et rédiger le nouveau marché public alimentaire en 2021.



BUDGET

FAIBLE

CALENDRIER

#15 AGRICULTURE	2019		2020				2021			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Evolution de la plateforme Agrilocal28										
2. Communication sur la plateforme Agrilocal28										

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de fournisseurs ayant livré au moins une fois	Annuelle	Direction Aménagement et Développement	Données récoltées depuis la plateforme Agrilocal28
Montant total des commandes	Mensuelle		
Nombre de collèges adhérents	Annuelle		



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 2 ANS

AUGMENTER L'EFFICACITÉ DES SERVICES MÉTIERS EN EXPLOITANT LES AVANTAGES DU DRONE

#16 : BÂTIMENTS – DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DRONES



DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Appuyé par la Direction des innovations numériques et des systèmes d'information du Conseil départemental, un agent de la Direction de l'aménagement et du développement a souhaité faire profiter les directions métiers du Conseil départemental ainsi que les collectivités territoriales euréliennes de son attrait pour le pilotage de drone et des avantages qu'il offre en termes de coût, rapidité, qualité et sécurité.

BESOINS IDENTIFIÉS

Ainsi, cette offre drone va pouvoir répondre aux différents besoins métiers du Conseil départemental :

- Inspection d'ouvrages difficilement accessibles (toitures, ponts, etc.)
- Thermographie de bâtiment (identification des ruptures d'isolation)
- Suivi de chantier (prise de vue géolocalisée à fréquence régulière) modélisation 3D (calcul de volume, orthophotographie, etc.)
- Prise de vue à vocation de communication

OBJECTIFS VISÉS

Exploiter les avantages du drone pour :

- Une réduction des coûts par rapport aux moyens classiques d'inspection (nacelles inversées, temps homme, etc.)
- Une rapidité et simplicité d'intervention sur site
- Une plus grande sécurité avec la possibilité, notamment, d'accéder aisément à des sites difficiles d'accès
- Une meilleure qualité avec l'utilisation de capteurs de dernière génération (4K, infrarouge, GPS, etc.)

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction générale adjointe de aménagement et développement
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information

PORTEURS DU PROJET :

Direction générale adjointe de aménagement et développement
 Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Conseil départemental d'Eure-et-Loir, collectivités territoriales euréliennes



DÉFINITION DE L'ACTION :

Suite à des premières expérimentations au sein du Conseil départemental, une offre drones sera proposée aux collectivités territoriales euréliennes.

CALENDRIER

#16 BÂTIMENTS	2019		2020	
	T3	T4	T1	T2
Phase 0 : Préparation – acquisition compétences et matériels	■			
Phase 1 : Structuration de l'offre par expérimentations sur chantiers internes à la collectivité		■		
Phase 2 : intégration de l'offre au catalogue d'ingénierie départementale			■	■

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de prestations externes	Trimestrielle	Responsable projet	Données récoltées via le responsable projet
Qualité de la communication en interne et externe			
Nombre de clients satisfaits	Annuelle		

BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 2 ANS



PARTAGER LES DONNÉES DE PRÈS DE 108 STRUCTURES DU TERRITOIRE

#17 : OPEN DATA – SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'OPEN DATA LOCALE

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Cette dynamique open data dans le territoire marque une volonté forte qui doit être affirmée en positionnant la collectivité comme un développeur et un animateur d'un écosystème innovant autour de la donnée.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Un manque de visibilité du portail et de la politique open data du Conseil départemental
- Une utilisation et appropriation non-optimale des données disponibles
- Un sujet perçu comme complexe par les collectivités euréliennes
- Une culture de la donnée à développer, tant en structuration qu'en valorisation

OBJECTIFS VISÉS

- Accélérer la démarche d'ouverture des données du Département en mobilisant les directions

CALENDRIER

#17- OPEN DATA	2019		2020				2021		
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
1. Sensibiliser, acculturer aux enjeux et opportunités de l'open data									
2. Former et accompagner les collectivités dans leur démarche d'ouverture des données									
3. Créer et animer un réseau local									

- Dans une logique partenariale, doter le territoire d'un service public départemental de la donnée en lien avec les autres collectivités à l'échelle régionale
- Doter les collectivités d'outils leur permettant de répondre à leur obligation réglementaire et les accompagner dans l'appropriation de ces outils
- Favoriser l'émergence de nouveaux services et expérimentations en facilitant l'appropriation technique des données (par voie d'interfaces de programmation notamment)

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental de l'Eure-et-Loir :

- Direction générale des services
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Groupement d'Intérêt Public Recia
- Le réseau des référents Open Data des collectivités accompagnées (qui reste à constituer)

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de jeux de données ouverts par le CD 28 / par ses partenaires	Semestrielle	Responsable du projet	Données récoltées via le responsable de projet
Nombre d'organisations ayant ouvert et/ou partagé leurs données sur le territoire			



PORTEURS DU PROJET :

Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers, collectivités territoriales euréliennes



DÉFINITION DE L'ACTION :

A travers des actions de soutien et sensibilisation à l'open data en interne et sur le territoire, le Conseil départemental développera une offre d'accompagnement aux collectivités territoriales euréliennes : création et animation d'un réseau local, ateliers de découverte et formations, etc.



BUDGET



FAIBLE



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 2 ANS

03 UN DÉPARTEMENT LABORATOIRE

Un Département « laboratoire » qui explore les potentialités digitales dans une optique d'industrialisation des solutions numériques. Créateur de solutions, le Département se veut territoire d'expérimentations testant des solutions numériques au service des collectivités euréliennes.

BESOINS

- Un partage d'expérience renforcé entre les collectivités sur les services numériques
- Une animation en réseau et une valorisation des acteurs et des lieux d'innovation dans le territoire dans une logique partenariale
- Un renforcement de la lisibilité de l'offre de services du Département en matière d'accompagnement au numérique pour les collectivités
- Une visibilité numérique accrue pour favoriser l'implantation et le développement d'entreprises innovantes.

OBJECTIFS

- Développer l'accompagnement numérique aux collectivités
- Faire du Département un territoire Living Lab pour faciliter l'expérimentation de solutions digitales
- Valoriser l'offre et capitaliser sur les tiers-lieux numériques présents sur le territoire
- Attirer les entrepreneurs numériques innovants et favoriser l'attractivité du territoire

FACILITER ET ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE TERRITOIRES INTELLIGENTS EN EURE-ET-LOIR

#18 : SMART CITY – DÉVELOPPEMENT DE « SMART VILLAGES » EN EURE-ET-LOIR

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Le développement des nouvelles technologies a ouvert le champ aux "territoires intelligents", c'est-à-dire des territoires qui utilisent le potentiel des outils numériques pour être plus efficaces dans le pilotage de leurs équipements publics et pour rendre des services aux usagers plus adaptés.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Un manque de lisibilité du concept et des potentialités de l'IOT
- Des technologies rarement mis en œuvre notamment par les collectivités de petites tailles
- Un manque de financement, conseil et expertise spécifiques sur ces sujets
- Des collectivités mal armées pour construire leur projet de territoire intelligent

OBJECTIFS VISÉS

- Positionner le département comme territoire d'expérimentation des solutions Smart Village
- Faire du Département le facilitateur du déploiement de ces solutions en vue de les industrialiser (offres packagées)

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Agences départementales d'ingénierie et d'infrastructures
- Lab28
- Collectivités territoriales euréliennes
- Écosystème numérique et notamment IoT (dont partenariat SigFox)

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de collectivités euréliennes ayant lancé un projet smart city/smart village grâce à l'accompagnement du Département	Annuelle	Responsable de projet	Equipe smart city
Augmentation de la qualité de service/efficacité grâce aux projets smart city déployés par les collectivités		Responsable de projet / collectivités	Collectivités accompagnées



PORTEUR DU PROJET :

Agences départementales d'ingénierie et d'infrastructures – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Collectivités territoriales euréliennes, usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Apporter une offre d'ingénierie sur la connaissance et le déploiement de solutions IoT et de village collaboratif
- Impulser des sites pilotes sur le territoire par le biais d'un appel à projets innovants.



BUDGET

ÉLEVÉ



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3 ANS

CALENDRIER

#18- SMART CITY	2019		2020				2021	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
1. Construire une offre d'ingénierie et de conseil aux collectivités								
2. Lancement de l'appel à projets innovants «Smart City et smart villages» par le Département								

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Entre 2014 et 2017, le Conseil départemental a soutenu et accompagné l'émergence de lieux d'innovation (Betamachine, Wild code school, Campus des Champs du possible) et participé à l'organisation d'événements (hackathon, marathon créatif, etc.) témoignant de sa capacité à fédérer et à impulser des dynamiques d'innovation adaptées aux particularismes locaux.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Une faible visibilité et lisibilité de l'action d'accompagnement à l'innovation du Département
- Une offre d'aide à l'ingénierie de structuration d'événements et d'écosystèmes innovants insuffisante

OBJECTIFS VISÉS

- Valoriser le rôle de propulseur d'innovation du Conseil départemental et les efforts consentis en matière d'infrastructures socles, notamment concernant l'Internet des Objets

- Capitaliser sur les marqueurs identitaires du territoire (cosmétique, pharmacie, agriculture, etc.) pour les valoriser par le numérique
- Appuyer et développer l'écosystème numérique (incubateurs, tiers-lieux innovants) pour renforcer l'attractivité territoriale

ACTEURS DU PROJET

- Conseil départemental d'Eure-et-Loir : Lab28 - Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Acteurs de l'écosystème numérique (incubateurs, etc.)
- La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure-et-Loir via la Digital Academy
- SigFox et son écosystème

CALENDRIER

#19 ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE	2019				2020				2021				
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Formalisation de l'offre d'accompagnement													
2. Communication de l'offre													
3. Développement de l'offre et ajustement(s) aux besoins													

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de projets accompagnés	Semestrielle	Responsable de projet	Données récoltées via le responsable de projet
Nombre d'événements facilités			



PORTEUR DU PROJET :

Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Acteurs du numérique et des filières du territoire, entreprises, usagers, collectivités territoriales euréliennes, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure-et-Loir



DÉFINITION DE L'ACTION :

- Appui à l'organisation d'événements autour de l'innovation numérique (hackathon, challenges créatifs, meetup, etc.)
- Assistance à la création de tiers-lieux



BUDGET

FAIBLE



PRIORITÉ

FAIBLE

COMPLEXITÉ

FAIBLE

DURÉE : 2 ANS

DÉVELOPPER UN ÉCOSYSTÈME POUR LE BIEN VIEILLIR À DOMICILE

#20 : SENIORS - CRÉATION D'UN LIEU DÉDIÉ À L'EXPÉRIMENTATION DE SOLUTIONS POUR LE « BIEN VIEILLIR » (LIVING LAB)

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Perche Digital Seniors a développé une communauté de plus de 1010 seniors grâce à un programme d'initiation au numérique par des formateurs accompagnés d'élèves du Centre de Formation Professionnelle Continue et du lycée de Nermont. Ce projet associe 30 communes sur le territoire du Perche. Parallèlement le vieillissement de la population invite à mieux prendre en compte la population des seniors dans l'élaboration de nouvelles solutions/nouveaux services et à développer des solutions pour le bien vieillir.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Les entreprises connaissent mal le marché des seniors, en particulier en milieu rural. Sans opportunité de rencontres usagers, d'expérimentations, de formation et de mise en réseau, les solutions développées seront inadaptées à la réalité de cette population
- Peu de dispositifs permettent de construire des solutions et des produits et il existe un manque de structure pour expérimenter à domicile
- Les seniors qui bénéficient des formations dans le cadre de Perche Digital Seniors sont moteurs pour expérimenter de nou-

CALENDRIER

#20 - SENIORS	2019				2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Poursuite de l'initiation numérique												
2. Expérimentation de l'accompagnement startup												
3. Développement du lieu totem												
4. Lancement de l'accompagnement startup												

veaux produits mais à ce jour, seulement trois startups ont testé leurs produits/concepts avec eux

OBJECTIFS VISÉS

- Poursuivre et développer les ateliers de médiation numérique auprès des seniors
- Construire une offre d'expérimentation clef en main et personnalisée à des entreprises et startups pour développer et tester de nouveaux services
- Créer du lien social et intergénérationnel et favoriser le développement du Perche autour de la Silver économie et de l'innovation
- Développer un écosystème : seniors, aidants, étudiants, entreprises, startups, etc.

ACTEURS DU PROJET

- Perche Digital Seniors
- Le LEAP Nermont, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)
- La Maison Départementale de l'Autonomie
- Le Conseil départemental d'Eure-et-Loir

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de personnes âgées membres du programme	Trimestrielle	Perche Digital Seniors	Perche Digital Seniors
Nombre de startups/projets accompagnés			
Nombre d'événements organisés			



PORTEUR DU PROJET :
Perche Digital Seniors

BÉNÉFICIAIRES :
Porteurs de projet, startups, seniors et leurs proches, professionnels de la santé



DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Conseil départemental apportera soutien financier et ingénierie à l'équipe de Perche Digital Seniors pour faciliter la création d'un lieu totem dédié à l'accompagnement aux entreprises développant des solutions pour le bien vieillir.



BUDGET



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3 ANS

ALLIER RÉFLEXIONS SUR LES USAGES ET INNOVATIONS TECHNIQUES AFIN DE CONSTRUIRE UN LIEU MODÈLE D'EXPÉRIMENTATION À L'ÉCHELLE DU DÉPARTEMENT

#21 : BÂTIMENTS – CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DÉPARTEMENTAL, BÂTIMENT INTELLIGENT AUX USAGES INNOVANTS ET ÉVOLUTIFS

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Dans le cadre du regroupement de ses services chartrains, le Conseil départemental va acquérir un bâtiment neuf et compte se saisir de cette opportunité pour développer un modèle de bâtiment intelligent exemplaire, vitrine digitale départementale. Au-delà de la performance énergétique, ce nouveau siège s'inscrit dans la réflexion du Conseil départemental autour de l'adaptation aux nouvelles formes de travail (télétravail, digitalisation des métiers et procédures, etc.) et à l'évolution du service public vers une logique de performance, de proximité, de lisibilité et d'accessibilité.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Un patrimoine immobilier varié et peu rationnel, disséminé dans l'agglomération chartraine :
 - aux coûts de fonctionnement importants
 - avec des niveaux de performance énergétique insatisfaisants
 - et n'offrant pas aux agents des conditions de travail convenables
- Une offre d'accueil des usagers non adaptée aux nouveaux standards de qualité

CALENDRIER

#21 - BÂTIMENTS	2019			2020				2021				2022			
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Définition des besoins															
2. Concertation															
3. Poursuite de la programmation puis construction															

OBJECTIFS VISÉS

- Équiper le bâtiment de logiciels et outils techniques pour garantir une performance (dont énergétique) mesurable et optimale
- Transformer les usages au travail en adaptant le bâtiment aux nouvelles organisations du travail liées à la digitalisation des procédures et des métiers
- Adapter l'offre de services aux agents et aux usagers aux standards issus de la société numérique

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction générale des services
- Direction de l'immobilier et des facilités avec l'appui de la Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Ensemble des agents et usagers représentatifs

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Coûts de fonctionnement	Trimestrielle	Responsable du projet	Tableau de bord interne
Consommation énergétique du bâtiment (Kwh)	Mensuelle / annuelle		
Amélioration de la qualité de vie au travail	Annuelle		Enquête dédiée
Satisfaction des usagers			



PORTEURS DU PROJET :

Direction générale des services
 Direction de l'immobilier et des facilités
 Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir, usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

Le Conseil départemental souhaite capitaliser sur l'aménagement de son nouveau siège pour en faire un bâtiment totem départemental du Smart building et des nouveaux usages de travail.



BUDGET : ÉLEVÉ

ÉLEVÉ



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3,5 ANS

04 UN DÉPARTEMENT ÉTHIQUE : UN DÉPARTEMENT GARANT DE L'ÉQUITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE TERRITORIALE

Un Département garant de l'équité et de la souveraineté numérique territoriale, qui fait le lien entre grands enjeux nationaux et la réalité du terrain, afin de garantir un numérique plus équitable.

BESOINS

- Une sensibilisation nécessaire auprès des acteurs du territoire et collectivités concernant l'usage des données personnelles
- Un accompagnement aux aidants numériques pour coordonner et développer des actions de médiation de numérique
- Un besoin d'accompagnement pour répondre aux inégalités numériques et pour garantir l'accès aux droits

OBJECTIFS

- Assurer la mise en conformité avec le RGPD
- Garantir la souveraineté des données personnelles et sensibiliser tous les acteurs du territoire
- 100 % des archives du Conseil départemental numérisées d'ici 2021
- Expérimenter le dispositif Aidants Connects pour garantir l'équité d'accès au digital (« démarches en ligne pour tous »)
- Lutter contre le non-accès aux droits en garantissant l'inclusion numérique pour tous les Euréliens

FAIRE DES AGENTS LES PREMIERS ACTEURS DE LA PROTECTION DES DONNÉES

#22 : DONNÉES – DÉVELOPPEMENT D'UN RÉSEAU DE RÉFÉRENTS À LA PROTECTION DES DONNÉES

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Suite à l'instauration du Règlement de Protection des Données Personnelles (RGPD) en mai 2018, le Département a mis en place une politique « informatique et libertés ». Celle-ci s'oriente principalement autour de la protection et du management des données personnelles des usagers.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Les implications du RGPD (teneur, contraintes et opportunités) sont encore mal connues des agents et des citoyens.
- Les agents, premiers acteurs de la protection des données, sont en attente d'information et d'accompagnement à la démarche de mise en conformité.

OBJECTIFS VISÉS

- Mettre en place une organisation en interne pour associer les agents : un réseau de référents à la protection des données
- Mieux informer et accompagner les agents dans la démarche informatique et libertés
- Fournir une veille continue et construire une expertise

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction générale des services
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Délégué à la Protection des Données (DPD)
- Référents DPD

CALENDRIER

#22 DONNÉES	2019		2020				2021			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1. Communiquer en interne sur l'existence du DPD										
2. Créer le réseau de relais DPD interne										
3. Gérer le réseau de relais DPD interne										

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Niveau de satisfaction des référents concernant les ressources partagées	Annuelle	Délégué à la Protection des Données	Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Qualité de la communication en interne : faciliter à recevoir et transmettre les informations	Trimestrielle		



PORTEURS DU PROJET :

Direction des innovations numériques et des systèmes d'information - Conseil départemental d'Eure-et-Loir
Archives départementales d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir - Usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

Pour appuyer les agents dans le processus de mise en conformité avec le RGPD, le Département a choisi de développer un réseau de référents à la protection des données, rassemblant des référents présents au sein de chaque service du Conseil départemental.



BUDGET



FAIBLE



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 3 ANS

SÉCURISER ET PÉRENNISER LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES ARCHIVÉS ET NON ARCHIVÉS

#23 : DONNÉES – MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME D'ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE MUTUALISÉE ET STRUCTURATION DE LA GED

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Avec la dématérialisation des démarches et des procédures, le Département doit mettre en place un système d'archivage électronique qui permette la conservation sur le long terme et garantisse l'intégrité des documents et données. A ce jour, seuls certains services disposent d'un logiciel de Gestion Electronique des Documents (GED) pour stocker et organiser leur production documentaire numérique.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Absence de procédures de bonne gestion documentaire au niveau de la GED
- Absence d'un système d'archivage électronique (SAE) pour sécuriser et pérenniser les documents archivés non modifiables
- Absence de structuration de nombreux documents et données qui empêchent le processus d'archivage

OBJECTIFS VISÉS

- Optimiser et structurer la gestion documentaire pour alimenter l'archivage électronique
- Diffuser de bonnes pratiques en matière de gestion documentaire dans les services
- Généraliser l'utilisation de l'outil GED

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Archives départementales d'Eure-et-Loir
- Direction des innovations numériques et systèmes d'Information
- Une assistance à maîtrise d'ouvrage (phase 1)

CALENDRIER

#23 DONNÉES	2019				2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Phase 1 : Etude du projet												
Phase 2 : Acquisition et intégration du SAE												

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre de flux dématérialisés (financiers, marchés, données SIG et MDA)	Trimestrielle	Responsable du suivi au sein des Archives départementales	Données récoltées auprès des Archives départementales
Niveau de fiabilité des documents électroniques archivés			
Adoption des bonnes pratiques d'usage de la GED et SAE			



PORTEURS DU PROJET :

Département du Loir-et-Cher
 Département de l'Indre-et-Loire
 Département du Cher
 Département de l'Eure-et-Loir
 Région Centre-Val de Loire
 Ville et métropole d'Orléans
 Archives départementales d'Eure-et-Loir
 Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Agents du Conseil départemental d'Eure-et-Loir, collectivités territoriales euréliennes, usagers



DÉFINITION DE L'ACTION :

En parallèle de la structuration de la GED, le Département adhérera au projet du système d'archivage électronique (SAE) mutualisé entre différentes collectivités de la région Centre-Val de Loire.



BUDGET



FAIBLE



PRIORITÉ

COMPLEXITÉ

DURÉE : 3 ANS

SÉCURISER LES DÉMARCHES EN LIGNE RÉALISÉES PAR DES AGENTS POUR LE COMPTE DES USAGERS

#24 : MÉDIATION NUMÉRIQUE - SÉCURISATION DU STATUT DES AIDANTS NUMÉRIQUES GRÂCE À AIDANTS CONNECT

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

La dématérialisation des démarches et le développement croissant de services numériques ont amplifié les besoins d'accompagnement des populations les plus précarisées, auxquels s'est agrégé le public plus large des «non familiers» au numérique.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

Le nouveau rôle joué par les aidants numériques pose aujourd'hui la question de la sécurisation juridique de leurs missions et accompagnement. En effet, sans cadre défini, l'aidant numérique se substitue à l'identité numérique de la personne pour conduire ses démarches ; cette substitution questionne à la fois le portage de la responsabilité en cas d'erreurs et l'accès à des informations confidentielles.

OBJECTIFS VISÉS

- Habilitier le professionnel avant de réaliser des démarches administratives en ligne pour un tiers
- Suivre les actions réalisées sur le compte de la personne

CALENDRIER

#24 - MÉDIATION NUMÉRIQUE	2020			
	T1	T2	T3	T4
1. Constitution de la gouvernance	■			
2. Identification des administrations/associations agréées volontaires		■		
3. Formation déontologique aux aidants			■	
4. Campagne de communication auprès des usagers				■
5. Mise en place d'Aidants Connect			■	
6. Evaluation				■

- Offrir au professionnel une protection en cas d'erreur
- Adapter les outils au service de l'aidant numérique à la réalité de son poste

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Direction générale adjointe solidarités et citoyenneté
- Startup d'Etat de L'Incubateur de Services Numériques de l'Etat

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Niveau de satisfaction des usagers	Annuelle	Responsable de projet	Questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction des professionnels			
Nombre d'erreurs dans les démarches dématérialisées			Mise en commun des différentes administrations



PORTEUR DU PROJET :

Direction des innovations numériques et systèmes d'information - Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers, aidants numériques



DÉFINITION DE L'ACTION :

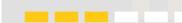
La mise en place d'Aidants Connect va permettre d'habiliter les aidants numériques et de préserver l'identité numérique des usagers.



BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 1 AN

POSITIONNER LE DÉPARTEMENT SUR LES QUESTIONS ÉTHIQUES À L'ÉCHELLE NATIONALE

#25 : ETHIQUE – ORGANISATION DES ASSISES DE L'ÉTHIQUE ET DU NUMÉRIQUE

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Le Département souhaite faire de l'éthique un axe fort de sa stratégie numérique. Le numérique pose de nouveaux enjeux sociaux et sociétaux. Celui-ci a un impact sur la société de demain, le vivre-ensemble et l'intérêt général. Ainsi, l'Etat et les collectivités territoriales ont un rôle important à jouer pour accompagner ces transformations.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- La société s'interroge sur les implications du numérique et l'acteur public sur son rôle, or il existe peu de temps transverse pour approfondir la réflexion.
- 71% des Euréliens interrogés considèrent qu'Internet est une menace pour leurs données personnelles (enquête téléphonique, Elabe).

OBJECTIFS VISÉS

- Organiser un événement réunissant universitaires, experts, élus, entreprises et associations
- Nourrir les réflexions sur l'éthique et le numérique
- Fédérer les acteurs et leur apporter de l'expertise et de la visibilité sur les actions des autres collectivités territoriales et des institutions, notamment étatiques

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Elus
- Direction générale des services
- Direction des innovations numériques et systèmes d'information

CALENDRIER

#25- ETHIQUE	2019					
	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
1. Définition des objectifs de manière coordonnée						
2. Organisation de l'évènement						
3. Plan de communication						
4. Evènement						
5. Evaluation						

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Nombre d'invités présents à l'évènement	Ponctuelle	Chef de projet innovation numérique	Fiche de présence
Niveau de satisfaction vis-à-vis des interventions proposées	Ponctuelle (après l'évènement)		Données récoltées via le questionnaire de satisfaction
Niveau de satisfaction vis-à-vis de l'organisation logistique	Ponctuelle		



PORTEURS DU PROJET :

Direction générale des services
Direction des innovations numériques et systèmes d'information – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Elus du territoire et du Conseil départemental, agents, citoyens, entreprises, associations, institutions publiques et acteurs du numérique



DÉFINITION DE L'ACTION :

Ainsi, le Conseil départemental organise les Assises de l'éthique et du numérique : événement d'envergure nationale qui réunira différents acteurs publics et privés. Cet événement abordera différentes thématiques telles que la citoyenneté numérique, les identités individuelles et collectives à l'ère du digital ou encore l'éthique dans les usages numériques.



BUDGET



FAIBLE



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 6 MOIS

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE

Le diagnostic de Digital 28 a révélé une offre d'accompagnement au numérique peu développée sur le territoire. Selon l'enquête en ligne réalisée par l'institut Elabe, 15% des Euréliens interrogés ont déjà bénéficié d'un accompagnement à l'utilisation des nouvelles technologies (principalement des seniors) et 26% ont déjà été aidés pour réaliser une démarche en ligne.

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

- Manque de coordination entre les acteurs de la médiation numérique
- Manque de formations dispensées aux agents du Conseil départemental, des médiateurs numériques et des usagers

OBJECTIFS VISÉS

- Fédérer les lieux de médiation numérique et accompagner les acteurs de la médiation numérique
- Faire monter en compétence les agents qui accompagnent les usagers dans leurs démarches en ligne
- Améliorer l'accompagnement des usagers vers l'autonomie numérique par la mise à disposition de ressources en ligne pour les

CALENDRIER

#26 MÉDIATION NUMÉRIQUE	2019		2020				2021			
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
1. Diagnostic des besoins des médiateurs numériques										
2. Création du réseau de médiateurs numériques et de la plateforme										
3. Gestion du réseau et plateforme										

DÉFINITION DE L'ACTION :

- Développement d'un réseau de médiateurs sur le territoire eurélien en lien avec la Région
- Intégration des actions de médiation numérique dans les fiches de poste des agents
- Formation des agents aux postures de la médiation numérique
- Création d'une communauté interne et externe d'échange et de partage de bonnes pratiques
- Création d'outils et de supports et diffusion de tutoriels et de veille sur la médiation numérique
- Développement de la formation aux usages numériques par des agents et pour des agents en interne (pair-à-pair)

aider à l'apprentissage des compétences numériques de base et à l'accès simplifié aux démarches en ligne

ACTEURS DU PROJET

Conseil départemental d'Eure-et-Loir :

- Direction des innovations numériques et systèmes d'information
- Direction de l'insertion par l'activité et des interventions sociales
- Région Centre-Val de Loire
- Partenaires du Conseil départemental d'Eure-et-Loir

INDICATEURS SUIVI PROJET ET IMPACTS

Indicateurs de suivi et évaluation	Fréquence d'évaluation	Chargé de l'évaluation	Sources des données
Retours des usagers	Annuelle	Responsable et animateur du réseau de médiateurs numériques	Données récoltées via le responsable et animateur du réseau de médiateurs numériques
Nombre de comptes utilisateurs	Trimestrielle		
Qualité de la communication interne et externe avec les aidants numériques			



PORTEURS DU PROJET :

Direction des innovations numériques et des systèmes d'information
Direction de l'insertion par l'activité et des interventions sociales – Conseil départemental d'Eure-et-Loir

BÉNÉFICIAIRES :

Usagers, agents, médiateurs numériques



BUDGET



PRIORITÉ



COMPLEXITÉ



DURÉE : 3 ANS



LES 6 CHANTIERS À LANCER POUR RÉUSSIR DIGITAL 28

A. NUMÉRISER POUR MIEUX CONNAÎTRE SON PATRIMOINE ET SES INFRASTRUCTURES

Connaître et numériser son patrimoine immobilier, son réseau routier, ses infrastructures ou encore ses processus internes est devenu clef pour les gérer et les optimiser au mieux.

Préalablement à la mise en place de capteurs pour surveiller, maintenir et optimiser, un pré-requis est indispensable pour le Conseil départemental : il s'agit d'avoir une connaissance fiable et exhaustive de son patrimoine et de disposer d'une cartographie fine de ses processus internes.

Cet enjeu de "connaissance" est une condition sine qua non pour permettre au Département de s'adapter aux enjeux du numérique et d'en utiliser tous les potentiels.

C'est la raison pour laquelle sera engagée, dès le démarrage des travaux Digital 28 à l'automne 2019, une grande démarche transverse de digitalisation de ses infrastructures et du patrimoine immobilier.

Routes, ponts, signalisation, bâtiments, collèges, etc. sont autant d'éléments qui devront être cartographiés et géolocalisés dans des bases de données informatiques gérées par le Conseil départemental.



Le département du Nord, via son programme de modernisation de l'énergie appliqué à ses 200 collèges, a installé un système de télérelève pour contrôler les évolutions des fluides. [L'évaluation socio-économique](#) réalisée par OpenCitiz et CITIZING a permis de mettre en valeur les retours sur investissement non seulement financiers mais aussi socio-économiques (gains de confort, baisse des émissions de CO2, etc.) pour la collectivité et ses habitants. 3,7 millions d'euros de bénéfices financiers nets et 8,6 millions de bénéfices socio-économiques pour la collectivité ont été dégagés alors que seulement 2 millions d'euros ont été investis. (Guide des Territoires Intelligents, OpenCitiz, 2018).

B. S'APPUYER SUR LES PARTENARIATS, NOTAMMENT POUR LE DÉPLOIEMENT DES OBJETS CONNECTÉS

Certains l'appellent la troisième révolution de l'Internet : le développement exponentiel des objets connectés dans notre vie quotidienne. Que ce soit pour mesurer un niveau d'hygrométrie, de pollen, du nombre de passages de véhicules ou une simple température, les capteurs sont partout et leurs usages ne cessent de croître.

La mise en place du réseau bas débit dans l'Eure-et-Loir à travers le partenariat avec la société Sigfox ouvre de nouvelles perspectives pour le territoire.

Ainsi, il sera possible d'inventer de nouveaux services qui répondent aux besoins des Euréliens... et rendre encore plus efficace le travail des agents du Département : objets connectés pour favoriser le maintien à domicile, pour surveiller l'état du réseau routier ou pour mieux gérer la performance énergétique des collèges.

Utiliser tout le potentiel des objets connectés - en assurant un haut niveau de sécurité - c'est l'un des grands chantiers du Département. Il s'agira ainsi de travailler au plus près des agents et des usagers pour identifier leurs besoins et y apporter de nouvelles réponses.

Pour favoriser l'expérimentation autour des objets connectés, le **territoire d'Angers** a développé son Programme Accélérateur Ville Intelligente et Citoyenne, qui facilite l'accès aux données territoriales pour soutenir les expérimentations autour de celles-ci. En parallèle, le tiers-lieu [la Cité de l'objet connecté](#) accompagne les porteurs de projets.

C. LA DONNÉE : UN ACTIF À VALORISER

A l'heure du numérique, **la donnée est devenue un véritable actif des collectivités territoriales.** Face au phénomène de massification des données publiques, les collectivités font face à un double enjeu : satisfaire leurs nouvelles obligations réglementaires et jouer pleinement leur carte dans la révolution numérique. **Savoir collecter des données de qualité et fiables, les traiter, les stocker de manière sécurisée, les protéger et les analyser, ce sont autant de tâches essentielles que doit assurer le Conseil départemental.**

Grâce à la mise en place d'un management de la donnée robuste, des analyses prédictives peuvent être réalisées. **Il sera ainsi possible de réaliser de la maintenance prédictive, adapter les effectifs plus finement aux besoins des usagers ou encore améliorer la performance énergétique d'un bâtiment.**

S'il importe de mettre en oeuvre des processus de collecte de la donnée, **il est également crucial de s'assurer de leur diffusion** - lorsqu'il s'agit de données publiques - dans le cadre de l'open data (ouverture des données). Impulsée par l'Etat à travers la loi Lemaire de 2016, l'ouverture des données consiste à laisser libre d'accès et d'usage les données publiques sous forme numérique. L'accélération de la politique open data (l'ouverture des données publiques) au sein du Conseil départemental est également un outil préalable pour capitaliser sur la donnée et créer de nouveaux services.

Le Conseil départemental doit affirmer sa volonté d'être animateur de ce mouvement de transparence grâce à l'open data mais aussi se donner les moyens d'exploiter les données qu'il produit et gère.

Afin de valoriser ses données territoriales, la **métropole de Rennes** a créé son Service public métropolitain de la donnée, se basant sur une gouvernance partenariale intégrant acteurs publics et privés. L'objectif du service est d'identifier les producteurs de données d'intérêt territorial, publier les données de manière uniformes et de soutenir les porteurs de projets souhaitant développer des services autour de ces données. Quatre secteurs ont été ciblés par le Service : l'énergie, la mobilité, l'eau et les données sociodémographiques. ([Rennes Métropole](#)).

D. METTRE EN PLACE UNE CULTURE DE L'INNOVATION OUVERTE ET DE L'EXPÉRIMENTATION

La transformation numérique de la société oblige les collectivités à repenser le mode de fonctionnement traditionnel de leurs administrations.

Dépasser les silos, collaborer avec des acteurs extérieurs tels que les startups, les entreprises privées, les associations, le monde académique et les usagers pour créer et innover : c'est **l'innovation ouverte**.

Parce que l'innovation ne se décrète pas, parce qu'elle gagne à se nourrir du partage d'expériences et de la confrontation des idées et des talents, l'innovation ouverte est reconnue comme un amplificateur et un accélérateur d'innovation.

Dans un monde numérique, **la création de valeur repose de plus en plus sur la capacité des uns et des autres à collaborer**.

Mettre en œuvre de nouveaux services numériques et performants pour les Euréliens nécessite **d'adapter les modes de travail et de collaboration** - en interne et en externe - des équipes départementales. Dès lors, il s'agit pour le Département de mettre en place des lieux d'expérimentation et des méthodes qui permettent de faire collaborer l'ensemble des acteurs du territoire à travers des ateliers, des challenges, des appels à manifestation d'intérêt et en soutenant les initiatives collaboratives.

L'association [Le Moulin Digital](#), créée par **la ville de Valence**, **l'agglomération Valence Romans** et le Département de la Drôme, anime et fédère le réseau de la French Tech Digital Valence Romans et accompagne les porteurs de projets dans leur transition numérique. (Smart City mag, mai-juin 2019).



E. TRAVAILLER EN MODE PROJET ET DÉVELOPPER LA CULTURE DE L'AGILITÉ ET DU TRAVAIL COLLABORATIF

Le numérique ne se réduit pas seulement à des infrastructures ou à des outils, **c'est aussi une culture de travail et un état d'esprit qui s'appuie sur deux piliers : le mode "projet" et le mode "agile"**.

Le mode projet consiste en la constitution d'équipe dédiée, souvent pluri-métiers et pluridisciplinaires pour mener à bien un projet. Le mode agile est quant à lui une méthodologie de réalisation de projets basée sur la logique de "tester et apprendre" grâce à des réalisations rapides et des itérations avec les usagers ou les utilisateurs finaux. L'objectif étant de confronter la solution créée le plus rapidement à la réalité des besoins et des usages pour l'adapter aussi souvent que nécessaire.

Le mode projet et le mode agile nécessitent une forte réactivité des équipes mais aussi des managers.

Ils impliquent une hiérarchie de plus en plus transversale, une forte autonomie mais également un droit à l'initiative et à l'erreur.

Développer cette culture de travail au sein de son administration et de ses équipes permettra au Conseil départemental de construire des solutions innovantes plus rapidement et plus efficacement.

Le développement des Startups d'État sous l'égide de la Direction Interministérielle du Numérique et du Système d'Information et de Communication de l'État, a permis d'impulser l'innovation au sein des collectivités territoriales. Les pratiques de travail ont été modifiées, favorisant l'expérimentation avant l'implantation de services publics en ligne.



F. ADAPTER LES MÉTIERS ET LES COMPÉTENCES AUX ENJEUX DU NUMÉRIQUE

Mettre en oeuvre la révolution numérique implique d'**accompagner l'évolution des métiers au sein du Conseil départemental mais aussi d'intégrer de nouvelles fonctions.**

Si les agents du Département ont depuis longtemps intégré les outils numériques à leur travail, il est nécessaire de les accompagner davantage. Ainsi, Digital 28 implique la mise en place d'un plan de formation ambitieux sur les enjeux du numérique : formations aux outils numériques (informatique, drone, intelligence artificielle), aux nouveaux usages, au design de services, à la gestion des données ou encore à la médiation numérique.

La Direction Innovations Numériques et Systèmes d'Information (DINSI) du Conseil départemental est au coeur de ce dispositif car, c'est elle qui donnera les moyens aux directions métiers.

Pour répondre aux nouveaux enjeux du numérique et des demandes des usagers, **le Conseil départemental doit intégrer de nouveaux métiers à ses équipes.**

Si le Département a récemment nommé un Délégué à la Protection des Données (DPD), d'autres nouveaux métiers sont nécessaires. En effet, avec le développement exponentiel des données dont disposent les collectivités, des postes de "data scientist" et de "data analyst" deviennent essentiels pour en exploiter tout le potentiel.

Concernant la relation à l'utilisateur, l'animation d'écosystème numérique et la création de nouveaux services, recruter des community managers ou encore des designers est un enjeu clef.

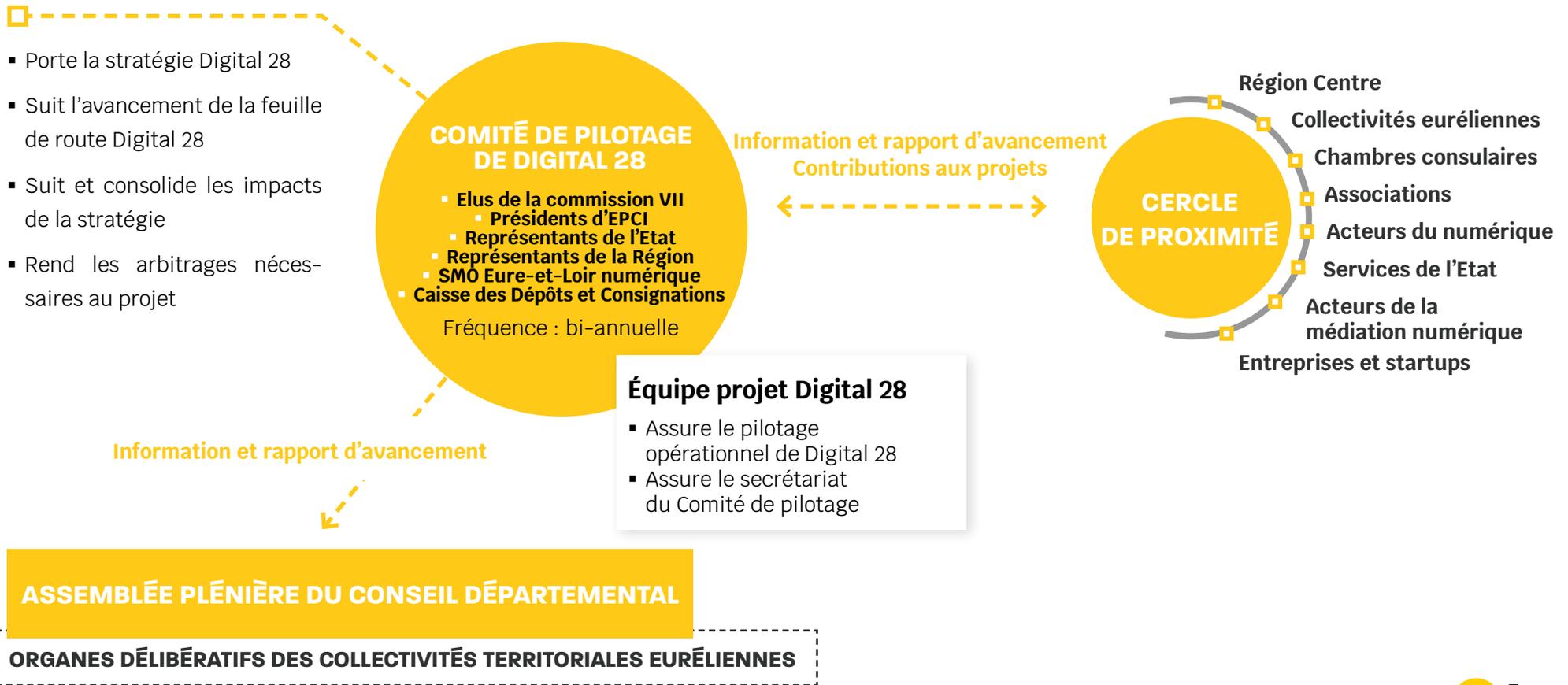


La **métropole du Grand Lyon** a mis en place une stratégie de gouvernance de la donnée ambitieuse. Afin de pouvoir développer de nouveaux services aux usagers de manière plus performante, la Direction Adjointe des Usages et Services Numériques s'est dotée de nouveaux profils numériques tels qu'un data scientist, un designer de services ou encore des chargés d'animation des données métropolitaines.

IV

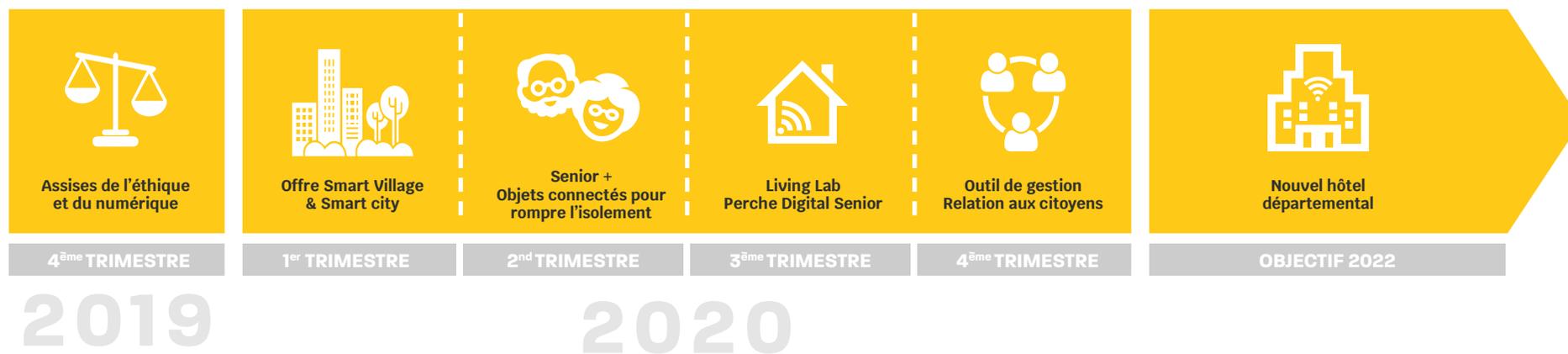
DIGITAL 28 : UNE MISE EN ŒUVRE AVANT 2021

A. UNE GOUVERNANCE PARTENARIALE



B. AVEC DIGITAL 28, DE NOUVEAUX SERVICES POUR LES EURÉLIENS

Calendrier indicatif



LEXIQUE

- **UN DATA ANALYST** est chargé du traitement et de l'analyse des données.
- **UN DATA SCIENTIST** se charge de traiter les données de la collectivité et de les exploiter afin de créer de nouveaux processus internes et des services usagers augmentés.
- **LE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (DPD)**, est en charge de la mise en conformité du règlement européen sur la protection des données au sein de la collectivité. Ainsi, il contrôle le traitement des données personnelles. ([CNIL](#))
- **UN DÉPARTEMENT INTERACTIF** est un Département qui développe le numérique et l'innovation et favorise les échanges entre les territoires, les hommes et le numérique.
- **LE DESIGN DE SERVICES** désigne le processus créatif de construction des services avec les usagers.
- **LA GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS (GED)** désigne un logiciel permettant de mieux gérer et exploiter les documents et données, en ligne. La GED facilite le travail des agents qui peuvent communiquer plus rapidement et garder une trace de leurs échanges.
- **LES INCUBATEURS** sont des organismes qui accompagnent les porteurs de projets pour développer leurs idées et créer leur entreprise.
- **L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)** est le processus qui permet aux machines d'imiter une forme d'intelligence réelle ([Futura Tech](#)).
- **INTERNET DES OBJETS** : l'Internet des Objets désigne le processus de connexion entre objets physiques qui se connectent entre eux à l'aide de capteurs ou logiciels embarqués. Capitaliser sur les données stockées et échangées entre ces objets représente un levier d'innovation pour les collectivités.
- **LES LIVING LAB** désignent des espaces de test de solutions et services où participent acteurs privés, publics et usagers.
- **UN LOGICIEL OPENSOURCE** est un logiciel dont la licence est gratuite, modifiable et réutilisable par tous.
- **LA MÉDIATION NUMÉRIQUE** désigne les actions d'accompagnement mises en place pour les citoyens pour les aider à comprendre et maîtriser les technologies numériques, leurs enjeux et leurs usages. ([Portail de la médiation numérique](#)).
- **OPEN DATA** : l'ouverture des données (l'open data) caractérise la démarche de laisser libre d'accès et d'usage les données publiques sous forme numérique. Les données sont diffusées de manière structurée, selon une méthode et une licence ouverte garantissant le libre accès et la réutilisation par tous. ([Banque des Territoires](#), [OpenCitiz](#)).
- **LE RGPD (RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES)**, entré en vigueur le 25 mai 2018 est un règlement encadrant le traitement des données personnelles sur le territoire de l'Union Européenne. Les collectivités territoriales sont tenues d'assurer la protection des données personnelles des usagers et citoyens en désignant un Délégué à la Protection des Données ([CNIL](#))
- **LE SCHÉMA DIRECTEUR TERRITORIAL D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE** définit le développement des réseaux sur le territoire départemental.
- **LA SILVER ECONOMIE** est l'économie dédiée au vieillissement de la population et au bien-vieillir ([Silvereco.fr](#)).
- **SMART CITY - TERRITOIRE INTELLIGENT** : un territoire intelligent capitalise sur les innovations technologiques et numériques afin d'apporter de meilleurs services aux usagers et de renforcer la performance de son administration.
- **LA STRATÉGIE DE COHÉRENCE RÉGIONALE POUR L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE** définit les grandes orientations du numérique à l'échelle régionale. Son objectif est de coordonner les actions des différents acteurs publics concernant les infrastructures et usages numériques.

